

Chronique Eco

Pour une économie de la canicule : quand la chaleur fait saigner les comptes et suer les hommes

P 16

FEUX DE FORÊT

L'État au chevet des sinistrés

Face aux incendies de forêt ayant touché plusieurs wilayas du pays, les pouvoirs publics ont réaffirmé leur engagement à accompagner les citoyens touchés et à mobiliser tous les moyens nécessaires pour leur prise en charge. C'est le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, qui l'a affirmé, hier depuis Annaba, où il s'est enquis de la situation au niveau de cette wilaya, où de nombreux départs de feu ont été enregistrés durant la nuit de mardi à mercredi. P 3

● **Protection civile: Extinction de 142 incendies sur un total 195 en 24h**



EXPORTATIONS DE GNL AU PREMIER SEMESTRE 2026

L'Algérie conserve sa deuxième place en Afrique

Les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié (GNL) se sont établies à 4,47 millions de tonnes entre janvier et fin juin 2026, contre 4,78 millions de tonnes durant la même période de 2025, soit une baisse de 6,5 %. Malgré ce léger repli, l'Algérie a conservé son rang de deuxième exportateur africain de GNL.

P 2

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTÉRIEUR ET SAHARIEN

Une nouvelle feuille de route en préparation

Le tourisme national s'apprête à connaître un tournant stratégique. Réunie avant-hier mardi au siège du ministère, Houria Maddahi, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, a présidé une réunion de coordination pour donner le coup d'envoi officiel à la mise en œuvre des directives du Président de la République en matière de développement touristique. Devant les cadres du secteur, la ministre a insisté sur la nécessité d'élaborer un plan d'action « clair, global et réalisable », assorti de délais de mise en œuvre précis.

P 5

PROJETS MINIERS STRUCTURANTS

Un signal fort pour accélérer l'industrialisation

L'expert et analyste économique, Hakim Bouharb, a affirmé que la réunion présidée par le président de la République pour suivre l'état d'avancement des projets structurants dans le secteur des mines et de l'industrie minière, notamment à Annaba et Béjaïa, traduit la forte volonté politique de poursuivre la concrétisation de ces projets stratégiques et d'accélérer leur réalisation.

P 5

L'AAPI REÇOIT LE MINISTRE CONGOLAIS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'expérience algérienne en matière d'investissement présentée P 2

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

L'Algérie accueille en septembre les agences de la région MENA P 4

MILA

Journée technique au profit des producteurs de pommes de terre P 6

COOPÉRATION
Le DG de la
Sûreté nationale
reçoit son
homologue
italien

Le Directeur général de la sûreté nationale, Ali Badaoui, a reçu, hier à Alger, une délégation de haut niveau, conduite par le Directeur général de la Sécurité publique italienne, Vittorio Pisani, indique un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). M. Badaoui a eu, au siège de la DGSN, des entretiens bilatéraux avec son homologue italien, élargis par la suite aux délégations des polices des deux pays, au cours desquels il a été procédé à l'examen des voies et moyens de consolider et de promouvoir les mécanismes de la coopération policière conjointe, précise la même source. A cette occasion, les deux parties se sont félicitées du niveau de la coopération policière conjointe et de la coordination opérationnelle entre la police algérienne et son homologue italienne, notamment dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la migration clandestine et la cybercriminalité, face aux défis sécuritaires communs aux deux pays, outre le renforcement du programme de formation conjoint. En marge des entretiens, le DG de la Sûreté nationale et son homologue italien ont signé un Protocole de coopération technique entre les polices des deux pays, visant à renforcer les mécanismes de terrain et opérationnels de lutte contre la criminalité organisée, sous toutes ses formes.

EXPORTATIONS DE GNL AU PREMIER SEMESTRE 2026

L’Algérie conserve sa deuxième place en Afrique

Les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié (GNL) se sont établies à 4,47 millions de tonnes entre janvier et fin juin 2026, contre 4,78 millions de tonnes durant la même période de 2025, soit une baisse de 6,5 %. Malgré ce léger repli, l'Algérie a conservé son rang de deuxième exportateur africain de GNL. Cette performance confirme le rôle majeur du pays sur le marché continental, dans un contexte marqué par une forte progression des exportations africaines.

Par S. R.

Celles-ci ont atteint 22,86 millions de tonnes au premier semestre 2026, contre 18,64 millions de tonnes un an auparavant, soit une hausse de 23 %. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette progression s'explique principalement par la forte augmentation des exportations du Nigeria, mais aussi par l'arrivée de la Mauritanie parmi les nouveaux acteurs du marché mondial du GNL, grâce à la montée en puissance du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim, développé conjointement avec le Sénégal. Les analystes estiment que cette hausse des exportations africaines a permis au continent de renforcer sa contribution à l'approvisionnement des marchés internationaux,

notamment dans un contexte de tensions géopolitiques ayant perturbé certaines chaînes d'approvisionnement, en particulier au niveau du détroit d'Ormuz. Le rapport met également en évidence une évolution notable du marché gazier africain. Les importations de GNL du continent ont bondi de 162 % au premier semestre 2026, atteignant 6,41 millions de tonnes, contre 2,45 millions de tonnes un an plus tôt. Cette progression est principalement portée par l'Égypte, dont les importations ont fortement augmenté pour atteindre 6,26 millions de tonnes, traduisant l'évolution de ses besoins énergétiques. Dans ce classement continental, l'Algérie demeure le deuxième exportateur de GNL, derrière le Nigeria, qui a accentué son avance grâce

à une hausse de 34,5 % de ses exportations, portées à 9,78 millions de tonnes. L'Angola complète le podium avec 2,55 millions de tonnes, devant le Mozambique et la Mauritanie, qui occupent respectivement les quatrième et cinquième places. Si le Nigeria a creusé l'écart avec ses concurrents et que de nouveaux producteurs s'imposent progressivement sur le marché africain, l'Algérie conserve une position stratégique dans les exportations de GNL du continent. Son maintien au deuxième rang confirme le poids de son industrie gazière sur le marché africain, même si le recul enregistré au cours des six premiers mois de l'année témoigne d'une concurrence de plus en plus soutenue dans un secteur en constante évolution.

64° ANNIVERSAIRE DE LA POLICE ALGÉRIENNE

Le ministre de l’Intérieur préside la cérémonie de célébration

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, mercredi, au siège de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), la cérémonie de célébration du 64e anniversaire de la création de la Police algérienne, en présence du Directeur général de la

Sûreté nationale, M. Ali Badaoui, ainsi que de hauts cadres de ce corps de sécurité. A l'entame de la cérémonie, une gerbe de fleurs a été déposée devant la stèle commémorative "Fresque de la loyauté", avant d'observer une minute de silence à la mémoire des martyrs du devoir national.

Le ministre a, par la suite, visité l'espace d'exposition aménagé à cette occasion, retraçant les différentes étapes historiques traversées par la Sûreté nationale et mettant en lumière son évolution ainsi que son processus de modernisation. L'exposition a également mis en

avant les principaux équipements et moyens modernes utilisés dans l'accomplissement des missions de la Police, ainsi que les différents services et spécialités policières. A l'issue de la cérémonie, M. Sayoud a signé le Livre d'or de la Direction générale de la Sûreté nationale.

APS

L'AAPI REÇOIT LE MINISTRE CONGOLAIS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

L’expérience algérienne en matière d’investissement présentée

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a reçu, hier, le ministre congolais de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, une occasion qui a permis de passer en revue l'expérience de l'Algérie en matière d'investissement et d'amélioration du climat des affaires, indique l'AAPI dans un communiqué. Dans ce cadre,

M. Sassou Nguesso a visité le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, où il s'est enquis des différentes instances représentées à son niveau, ainsi que des mécanismes de son fonctionnement et des prestations qu'il fournit au profit des investisseurs, précise le communiqué. A cette occasion, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekache, a présenté un exposé sur les missions

de l'AAPI ainsi que les réformes engagées par l'Etat, afin d'améliorer le climat des affaires et les mécanismes d'accompagnement des investisseurs, outre les opportunités d'investissement offertes dans les secteurs prioritaires, tels que l'énergie, l'industrie, les mines, l'industrie pharmaceutiques, l'agriculture et les services. De son côté, le ministre congolais a fait part de l'intérêt de son pays à renforcer la coopération

avec l'Algérie en matière d'investissement et d'exploration des opportunités d'établissement de partenariats fructueux entre les acteurs économiques des deux pays, dans le cadre du développement économique et du renforcement de l'intégration économique entre les deux pays, conclut le communiqué.

R E.

AFFAIRE DE SAISIE DE 133 KG DE COCAÏNE

Placement de 4 individus en détention provisoire et de 2 autres sous contrôle judiciaire

Le juge d'instruction près le pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a ordonné, mardi, le placement de quatre (4) individus en détention provisoire et de deux (2) autres sous contrôle judiciaire, dans une affaire portant saisie de 133 kg de cocaïne, indique un communiqué du parquet de la République près la même juridiction. "Conformément aux dispositions de l'article 19 du code de procédure pénale et de l'article 34 bis 1 de la loi 25-03 modifiant et complétant la loi 04-18 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupé-

fians et de substances psychotropes, le parquet de la République près le pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre les crimes liés aux stupéfiants, substances psychotropes et à la criminalité organisée transnationale, cette juridiction a traité une affaire impliquant une bande criminelle transnationale composée de neuf (9) individus, dont quatre (4) ont été arrêtés en flagrant délit. Il s'agit des dénommés "Zoughar Fouad (39 ans), Bouchareb Hicham (35 ans), Bibi Ibrahim (30 ans) et Ghazrem Lazhar (51 ans), qui

étaient en possession d'une importante quantité de drogue dure de type cocaïne, estimée à 133 kg", selon la même source. "A l'issue de l'enquête préliminaire menée par le Service régional de la police judiciaire de la sécurité de l'Armée relevant de la 1ère Région militaire, six (06) individus ont été arrêtés, tandis que 03 autres demeurent en état de fuite et ont été identifiés". "En date du 21 juillet 2026, après la présentation des mis en cause devant le parquet de la République, des poursuites ont été engagées dans le cadre de l'information judiciaire pour crime de détention à des fins de trafic, de

transport, de stockage, d'expédition et d'importation de drogues dures en violation de la législation, dans le cadre d'un groupe criminel transnational, crime de contrebande aggravée portant atteinte à la sécurité et à la santé publiques ainsi que pour délit de blanchiment d'argent commis dans le cadre d'un groupe criminel". "Après l'interrogatoire des accusés par le juge d'instruction, celui-ci a ordonné le placement de 04 accusés en détention provisoire et de 02 autres sous contrôle judiciaire", conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FEUX DE FORÊT

L'État au chevet des sinistrés

Face aux incendies de forêt ayant touché plusieurs wilayas du pays, les pouvoirs publics ont réaffirmé leur engagement à accompagner les citoyens touchés et à mobiliser tous les moyens nécessaires pour leur prise en charge. C'est le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, qui l'a affirmé, hier depuis Annaba, où il s'est enquis de la situation au niveau de cette wilaya, où de nombreux départs de feu ont été enregistrés durant la nuit de mardi à mercredi.

Par Z R.

Recensement des dégâts

Accompagné de Soraya Mouloudji, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, et du wali d'Annaba, Abdelkrim Laâmour, le ministre Sayoud a rappelé que « le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance à la prise en charge des citoyens touchés (par les incendies) et veille à ce que l'État soit présent à leurs côtés dans de telles circonstances et épreuves ». Il a assuré que les différentes institutions de l'État continueront à mobiliser leurs moyens afin d'accompagner les sinistrés et d'alléger leurs souffrances. Le ministre a indiqué que l'accompagnement des sinistrés ne se limite pas au volet matériel, mais englobe également les dimensions psychologique et médicale. Des équipes médicales et des psychologues ont ainsi été mobilisés pour assurer le suivi des personnes évacuées, notamment celles transférées de la commune de Seraïdi vers l'hôpital des urgences médico-chirurgicales d'El Bouni. À Annaba, les autorités locales et les différents services mobilisés ont permis l'évacuation de plus d'une centaine de patients de l'établissement hospitalier de Seraïdi vers l'hôpital Abderrahmane-Khane d'Annaba, où ils ont bénéficié d'une prise en charge adaptée. Selon Saïd Sayoud, « la perspicacité et la vigilance des autorités locales, civiles et militaires, ainsi que les efforts des citoyens, ont permis d'éviter une véritable catastrophe ». Il a également indiqué que le chef de l'État suivait en temps réel les opérations de lutte contre les incendies et les efforts déployés pour protéger les populations.

Concernant les pertes enregistrées, le ministre de l'Intérieur a annoncé le lancement d'une opération générale de recensement et d'inventaire des dégâts causés par les incendies. Cette opération, menée en coordination avec les services concernés et les commissions de wilaya, permettra d'évaluer précisément l'ampleur des dommages subis par les citoyens et leurs biens, avant l'engagement des procédures d'indemnisation dans les meilleurs délais. Des instructions ont ainsi été données aux walis afin de procéder à l'évaluation des pertes matérielles, sur la base d'enquêtes de terrain minutieuses. « La priorité, à cette étape, consiste à garantir la sécurité des citoyens, à les protéger et à prendre en charge les personnes évacuées des zones touchées », a rappelé le ministre. Une fois les feux de forêt maîtrisés, l'État lancera une vaste opération générale de recensement et d'inventaire de l'ensemble des dégâts enregistrés, et ce, afin de permettre aux pouvoirs publics de prendre en charge l'indemnisation des sinistrés des feux de forêt, sur la base des rapports des commissions de wilaya chargées de mener des enquêtes de terrain minutieuses.

Les cellules de solidarité mobilisées sur le terrain

De son côté, le ministre de la Solidarité nationale, Soraya Mouloudji, a affirmé que les équipes des cellules de proximité de solidarité restent mobilisées dans toutes les wilayas touchées par les incendies afin d'assurer une prise en charge psychosociale et un accompagnement de terrain des familles affectées. Elle a précisé que ces cellules contribuent, en coordination avec les autorités locales et les différents secteurs concernés, au recensement des dégâts et à l'identification des besoins des citoyens. Une cellule de crise installée au niveau central assure

également un suivi permanent de l'évolution de la situation sur le terrain, 24 heures sur 24, tandis que les équipes locales poursuivent leurs interventions jusqu'à la prise en charge complète des personnes touchées. Près de 160 incendies recensés et poursuite des enquêtes Évoquant la situation des feux de forêt, Saïd Sayoud a fait état d'environ 160 incendies déclarés dans plusieurs wilayas du nord du pays depuis la fin de la semaine dernière, précisant que des enquêtes sécuritaires sont en cours afin de déterminer l'origine de ces incendies, qu'elle soit naturelle ou liée à d'éventuels actes criminels. « Seuls les résultats des enquêtes permettront de déterminer la nature de ces incendies et les facteurs ayant conduit à leur déclenchement », a-t-il indiqué.

Le ministre a également annoncé la programmation de visites de terrain dans plusieurs wilayas affectées, notamment Guelma, Tlemcen et Sétif, conformément aux orientations du président de la République, afin de s'enquérir de la situation des citoyens sinistrés et de constater l'ampleur des dégâts. Mobilisés depuis le déclenchement des incendies, les services de la Protection civile, les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), les services de sécurité ainsi que les citoyens continuent de déployer d'importants efforts pour maîtriser les foyers et protéger les vies humaines, les biens et le couvert végétal. Le ministère a rappelé que les pouvoirs publics, à travers les différentes institutions et services mobilisés sur le terrain, « ne ménagent aucun effort pour protéger les vies des citoyens et leurs biens, en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires, outre le renforcement du dispositif par des moyens aériens, avions et hélicoptères, pour lutter contre les incendies qui ont touché, et continuent de toucher les forêts et les récoltes, et ce jusqu'à l'extinction de tous les foyers à travers l'ensemble du territoire national».

R E.

ANNABA

Début du transfert des malades vers l'hôpital de Seraïdi après l'extinction des incendies

La Direction de la santé et de la population de la wilaya d'Annaba a entamé, mercredi, l'opération de transfert des malades de l'Établissement hospitalier spécialisé en médecine physique et réadaptation fonctionnelle de la commune de Seraïdi vers leur établissement d'origine, suite à l'extinction des incendies de forêts qui s'étaient propagés jusqu'à la zone urbaine, indique un communiqué du ministère de la Santé. Il convient de rappeler que les autorités publiques avaient évacué les malades de l'Établissement hospitalier spécialisé en médecine physique et réadaptation fonctionnelle de la commune de Seraïdi vers l'établissement hospitalier public d'El Hadjar et l'établissement des urgences médicales d'El Bouni, suite aux feux de forêts qui avaient encerclé l'hôpital de Seraïdi dans la nuit de mardi 21 juillet 2026. L'opération, menée en coordination avec les autorités locales de la wilaya d'Annaba, et sous la supervision et le suivi du ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, "a débuté à partir de 13h00 et se poursuivra jusqu'au transfert de l'ensemble des malades concernés, selon une organisation garantissant leur sécurité et la continuité de leur prise en charge", ajoute la même source. "Toutes les dispositions organisationnelles et logistiques ont été prises, avec la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels, en vue de garantir le déroulement de l'opération dans les meilleures conditions, tout en veillant à assurer les plus hauts standards de sécurité et de sûreté au profit des malades et des équipes médicales d'accompagnement", conclut le communiqué.

APS

PROTECTION CIVILE

Extinction de 142 incendies sur un total 195 en 24h

Les unités de la Protection civile ont procédé au cours des dernières 24h, à l'extinction de 142 incendies sur un total de 195 enregistrés à travers plusieurs wilayas, indique, mercredi, un bilan de la Direction générale de la Protection civile. Concernant l'état des incendies de forêts, de maquis, de broussailles, des récoltes agricoles et des palmiers enregistrés, durant les dernières 24h jusqu'à 07h00, le bilan fait état "d'un total de 195 incendies, dont 142 ont été éteints". Les opérations d'extinction de 53 autres incendies se poursuivent à travers les wilayas d'Annaba (03), Souk Ahras (03), Skikda (18), Guelma (03), Bouira (01), Médéa (02), Mascara (02), Mila (01), El-Tarf (07), Jijel (04), Constantine (01), Béjaïa (05), Tlemcen (01), Saida (01) et Timimoun (01).

AU PROFIT DES WILAYAS DE L'EST TOUCHÉES PAR LES INCENDIES

Le CRA lance une campagne de solidarité urgente

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé une campagne de solidarité urgente au profit des wilayas de l'Est touchées par les récents incendies, en consécration de son devoir national et solidaire aux côtés des citoyens sinistrés, indique mercredi un communiqué de cette organisation. Cette campagne de solidarité qui concerne les wilayas de Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf et Guelma, intervient "en consécration du devoir national et solidaire du CRA pour être aux côtés des citoyens touchés et contribuer aux efforts déployés par les pouvoirs publics et les différents institutions de l'État en vue de

protéger les citoyens et prendre en charge les familles sinistrées", précise le CRA. Ces aides comprennent "l'eau minérale, les repas à emporter, la literie, outre les médicaments et les fournitures médicales de première nécessité, afin d'assurer un soutien immédiat aux familles sinistrée, et de prêter main-forte aux agents de la Protection civile et aux différentes équipes sur le terrain qui poursuivent leurs efforts pour lutter contre les incendies et protéger les vies et les biens". "Toutes les structures opérationnelles et les comités de wilaya du CRA resteront en état de mobilisation permanente, tout en poursuivant la mo-

bilisation et le déploiement de l'ensemble de leurs ressources humaines et moyens matériels et logistiques, afin d'assurer une intervention urgente, efficace, rapide et adaptée", poursuit le communiqué. Le CRA a également réaffirmé "son engagement à continuer d'accompagner les citoyens touchés et de se tenir à leurs côtés jusqu'à surmonter cette épreuve, en œuvrant en coordination étroite et intégrée avec les pouvoirs publics et les différents intervenants, en consécration des valeurs nationales de solidarité et d'entraide.

ENERGIE

Réunion consacrée au suivi de la mise en œuvre des projets stratégiques et des dossiers de coopération avec le Tchad et le Niger

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mardi à Alger, une réunion consacrée au suivi de la mise en œuvre de plusieurs projets et dossiers stratégiques prioritaires du secteur, avec un accent particulier sur les dossiers de coopération et de partenariat, l'activité de transport du gaz, et le modèle national de consommation énergétique, indique un communiqué du ministère. La réunion a porté notamment sur les dossiers de coopération avec la République du Tchad et la République du Niger, ainsi que sur des dossiers liés à l'activité de transport du gaz, et sur le modèle national de consommation énergétique en tant qu'outil stratégique d'orientation des politiques nationales en matière de planification énergétique et de rationalisation de la consommation énergétique, précise la même source. Lors de cette réunion, tenue en présence de cadres du ministère et de hauts responsables du groupe Sonelgaz, des exposés techniques ont été présentés sur l'état d'avancement des projets et dossiers inscrits à l'ordre du jour, en faisant le point sur le bilan des réalisations accomplies, les défis rencontrés et les perspectives de leur prise en charge, à même de garantir le respect des délais impartis et la réalisation des objectifs fixés. Dans ce contexte, M. Adjal a donné une série d'instructions visant à assurer un suivi rigoureux et une mise en œuvre effective des dossiers prioritaires, insistant sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets et des programmes, et d'appliquer les normes les plus élevées d'efficacité et de rigueur en matière de suivi et d'évaluation, conformément aux orientations stratégiques du secteur et aux directives des hautes autorités du pays, conclut le communiqué.

R. E.

COMMERCE

Lancement de la saison des soldes d'été à partir du 26 juillet

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, mardi dans un communiqué, que la saison des soldes pour la période estivale débutera à partir du dimanche 26 juillet courant et s'étalera jusqu'au dimanche 6 septembre prochain, pour une durée de six semaines. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions du décret exécutif n 06-215 du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en

soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage, modifié et complété, précise la même source. A cette occasion, le ministère a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à participer à la saison des soldes, en adoptant des prix compétitifs, permettant ainsi aux consommateurs de bénéficier d'offres commerciales variées tout au long de la période des soldes.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

L'Algérie accueille en septembre les agences de la région MENA

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a annoncé, mardi à Alger, que l'Algérie accueillera, fin septembre prochain, une réunion régionale des agences de promotion de l'investissement de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui sera organisée en coopération avec l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement (WAIPA), et ce dans le cadre du renforcement de la coopération régionale et de la promotion de la région en tant que destination d'investissement, indique un communiqué de l'AAPI. Cette annonce a été faite lors de la participation de M. Rekkache, représentant l'AAPI en sa qualité de directeur régional pour la région MENA au sein de la WAIPA, par visioconférence, aux travaux de la 5e session du sous-comité de l'Association consacrée aux associations et regroupements régionaux des agences de promotion de l'investissement (SCRIPA).

M. Rekkache a indiqué que le renforcement de la coopération entre les agences de promotion de l'investissement constitue un levier stratégique pour développer les partenariats économiques et attirer davantage d'investissements vers la région MENA, à travers l'adoption d'une approche commune fondée sur le partage d'expertises et de bonnes pratiques, le développement de programmes de formation conjoints, et l'échange d'experts dans les domaines de la facilitation de l'investissement, des services numériques et de l'accompagnement des investisseurs. Il a également appelé à valoriser l'intégration économique entre les pays de la région et à œuvrer à sa promotion en tant que destination d'investissement intégrée offrant des opportunités prometteuses dans des secteurs stratégiques, à l'instar de l'industrie, des énergies renouvelables, de l'agroalimentaire, de la logistique et des technologies, tout en renforçant la coordination en matière d'accompagnement des investisseurs, d'organisation de missions

conjointes de promotion de l'investissement et d'échange d'opportunités d'investissement. M. Rekkache a précisé que la rencontre régionale prévue à Alger s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine édition de la Conférence mondiale de l'investissement, qui sera organisée à Genève, et constituera une plateforme de dialogue et de concertation entre les agences de promotion de l'investissement de la région, en vue d'identifier des mécanismes concrets pour renforcer la coopération régionale et coordonner les efforts visant à promouvoir l'investissement. Le DG de l'AAPI a réitéré l'importance de renforcer la coopération entre les pays de la région MENA afin de soutenir les processus de diversification économique, d'accompagner les transformations énergétiques et numériques et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement, réaffirmant l'engagement de l'Agence à contribuer activement à cette démarche, en coordination avec la WAIPA et ses partenaires.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre congolais de la Coopération internationale salue les capacités de Saidal

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé de la République du Congo, M. Denis Christel Sassou Nguesso, a effectué, mardi, une visite à l'unité de production de médicaments "Zmirli", relevant du groupe public Saidal, à El Harrach (Alger), où il s'est enquis des capacités industrielles du groupe et a examiné les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Le ministre congolais a été accueilli par le chef de cabinet du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Fouad Benslimane, représentant le ministre de l'Industrie pharmaceu-

tique, Ouacim Kouidri, ainsi que par le directeur général du groupe Saidal, Younes Bouarara, en présence de cadres du ministère et du groupe. Cette visite a été l'occasion de présenter les capacités de production dont dispose le groupe Saidal et d'examiner les moyens de développer la coopération entre l'Algérie et le Congo, notamment à travers l'établissement de partenariats dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et le renforcement des opportunités d'exportation des produits pharmaceutiques algériens vers le marché congolais, au mieux des intérêts communs des deux pays. Le ministre congolais a également effectué une tournée à travers les

différentes unités de production, au cours de laquelle il a pris connaissance des différentes étapes de fabrication des médicaments, des techniques utilisées dans la production, ainsi que des systèmes de contrôle de qualité. A cette occasion, le ministre congolais s'est dit impressionné par le niveau avancé des équipements industriels et par les compétences nationales, saluant la rigueur des systèmes de qualité appliqués au sein du groupe, d'autant plus que Saidal constitue un modèle industriel pionnier, et un acteur majeur dans le développement de l'industrie pharmaceutique à l'échelle africaine.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	126	140	112	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME INTÉRIEUR ET SAHARIEN

Une nouvelle feuille de route en préparation

Le tourisme national s'apprête à connaître un tournant stratégique. Réunie avant-hier mardi au siège du ministère, Houria Maddahi, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, a présidé une réunion de coordination réunissant l'ensemble des acteurs institutionnels du secteur, à savoir le Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (GHTT), l'Office National Algérien du Tourisme(ONAT), la Fédération Nationale de l'Hôtellerie et du Tourisme (FNHT), l'Association Nationale des Agents de Voyage (ANAV) et l'Office National du Tourisme (ONT) pour donner le coup d'envoi officiel à la mise en œuvre des directives du Président de la République en matière de développement touristique.

Par Reda Hadi

Devant les cadres du secteur, la ministre a insisté sur la nécessité d'élaborer un plan d'action « clair, global et réalisable », assorti de délais de mise en œuvre précis. L'ambition affichée est double : transformer le tourisme intérieur en une option privilégiée pour les familles algériennes, et faire du Sahara une destination internationale de premier plan. Pour le tourisme intérieur, l'objectif chiffré est explicite: doubler le taux d'affluence des touristes locaux vers des alternatives nationales de qualité, à des prix compétitifs. En effet, le plan mise sur une diversification de l'offre : au-delà du modèle hôtelier classique, l'accent est mis sur les résidences touristiques, les villages de vacances, l'hébergement chez l'habitant et le camping familial, aussi bien dans les wilayas côtières que dans les régions intérieures. Des forfaits familiaux à tarifs préférentiels, négociés avec les comités d'œuvres sociales des secteurs public et privé, viendront compléter ce dispositif. La modernisation numérique constitue un autre pilier majeur, avec le développement d'une plateforme unifiée de réservation et de paiement électronique, ainsi qu'un soutien affiché aux start-up spécialisées dans les technologies touristiques. En parallèle, des formations courtes seront déployées pour le personnel d'accueil, les accompagnateurs et les gestionnaires d'établissements, afin de rehausser la qualité de service à l'échelle nationale. Concernant le plan exécutif de développement du tourisme saharien, la ministre a affirmé que l'objectif est de faire du désert algé-

rien la première destination du tourisme d'exploration, d'aventure, culturel et écologique en Afrique du Nord, compte tenu de la diversité géographique, culturelle et historique unique du Sahara algérien, en vue de bâtir un tourisme saharien durable et sécurisé, avec l'ambition d'attirer 1,5 million de touristes à l'horizon 2029.

Le Sahara, vitrine touristique de l'Algérie à l'horizon 2029

Pour y parvenir, plusieurs leviers sont activés. Sur le plan des infrastructures, le ministère prévoit l'ouverture de liaisons aériennes directes depuis les capitales européennes et asiatiques vers les aéroports du Sud (Djanet, Tamanrasset, Adrar, Ouargla et Timimoun) ainsi qu'une intensification des vols intérieurs à tarifs incitatifs durant la haute saison saharienne, d'octobre à avril. L'élargissement du visa à l'arrivée à davantage de wilayas, couplé à une procédure numérisée impliquant les agences agréées, doit également faciliter l'accès des voyageurs étrangers. Sur le plan de l'hébergement, la ministre a fixé une orientation forte : limiter la construction de grands complexes hôteliers en béton au cœur du désert, au profit de campements de luxe (glamping) et d'hôtels écologiques fonctionnant à l'énergie solaire, construits avec des matériaux locaux. Une manière, selon elle, de préserver l'identité architecturale saharienne tout en offrant aux visiteurs une immersion authentique dans la culture et l'hospitalité locales. L'accueil chez l'habitant, notamment dans les

ksour anciens et les maisons d'hôtes, est également encouragé. Le volet culturel n'est pas en reste, avec la structuration de circuits thématiques (aventure et camping dans le Hoggar et le Tassili, découverte des ksour et des foggaras, les célèbres systèmes d'irrigation traditionnels) ainsi que la pérennisation de grands rendez-vous comme le Festival du Sebeiba à Djanet, le Festival du Sbouâ à Timimoun ou le Rallye du Désert. Enfin, la dimension environnementale occupe une place centrale : des normes strictes contre la pollution et les atteintes au patrimoine archéologique, notamment autour du site classé du Tassili n'Ajjer, ainsi qu'un recours généralisé aux énergies renouvelables dans les futurs investissements touristiques sahariens. En clôturant les travaux, la ministre Houria Maddahi a rappelé que la réussite de ce plan national repose sur une coordination étroite entre plusieurs départements ministériels (Tourisme, Intérieur, Transports, Culture et Environnement) mais aussi sur l'implication des associations locales, des offices de tourisme et de l'ensemble des acteurs de terrain, appelés à devenir des « partenaires essentiels » dans la conception et la mise en œuvre des programmes. À travers cette double stratégie visant à dynamiser le tourisme domestique et ériger le Sahara en destination internationale durable, l'Algérie affiche sa volonté de valoriser son patrimoine naturel et historique pour consolider l'image du pays en tant que destination touristique sûre et durable, tout en générant des retombées économiques et des emplois à l'échelle locale.

UNIVERSITÉ D'ALGER 1
Ouverture du bureau de l'Apostille pour simplifier les procédures d'authentification des diplômes

L'Université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda a ouvert, mardi, un bureau de l'Apostille dédié à l'authentification des diplômes, dans une démarche visant à simplifier les procédures administratives relatives aux documents universitaires. La création de ce bureau s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des mesures décidées par les pouvoirs publics, lesquelles confèrent aux universités les prérogatives d'effectuer l'opération d'authentification des documents en un seul lieu, alors qu'elle nécessitait auparavant des déplacements entre l'université, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère des Affaires étrangères", a indiqué à l'occasion, le recteur de l'université, Ammar Haiahem. "L'étudiant peut désormais prendre un rendez-vous via la plateforme électronique mise en place par l'université, et y déposer les documents requis afin de les vérifier, avant qu'un rendez-vous ne soit fixé pour finaliser la procédure d'authentification, avec l'apposition de la vignette Apostille puis la remise du dossier, simplifiant ainsi les démarches et réduisant les délais du traitement des dossiers", a-t-il ajouté, précisant que l'authentification concerne "tous les documents délivrés par l'université et non pas uniquement les diplômes définitifs". Ce service sera disponible "tout au long de l'année", y compris les vacances d'été, grâce au système de permanence mis en place afin d'assurer la continuité du service public", a-t-il assuré, soulignant que l'université œuvre à "faciliter la tâche de l'étudiant et à alléger les contraintes liées aux procédures d'authentification des documents".

APS

PROJETS MINIERES STRUCTURANTS

Un signal fort pour accélérer l'industrialisation

Par Selma R.

L'expert et analyste économique, Hakim Bouharb, a affirmé que la réunion présidée par le président de la République pour suivre l'état d'avancement des projets structurants dans le secteur des mines et de l'industrie minière, notamment à Annaba et Béjaïa, traduit la forte volonté politique de poursuivre la concrétisation de ces projets stratégiques et d'accélérer leur réalisation. Intervenant hier dans l'émission « L'Invité du matin » de la Chaîne I de la Radio algérienne, l'expert a expliqué que cette réunion véhicule plusieurs messages, le premier étant la réaffirmation de la rigueur et du sérieux dans la gestion des grands projets. Elle vise également à évaluer le niveau d'avancement de la mise en œuvre des engagements annoncés par le président de la République, tout en insistant sur le respect des délais de réalisation, l'achèvement des infrastructures et la levée des différents obstacles financiers, administratifs et techniques susceptibles d'entraver leur exécution. Dans cette perspective, le projet intégré

du phosphate de Bled El Hadba occupe une place centrale. Pour le professeur Bouharb, sa véritable valeur réside dans l'intégration complète de la chaîne de production, depuis l'extraction jusqu'à la fabrication d'engrais. « L'objectif n'est plus d'exporter uniquement une matière première, mais de développer une industrie de transformation capable de répondre aux besoins de l'agriculture nationale tout en conquérant les marchés internationaux des fertilisants », a-t-il souligné. Une telle orientation devrait, selon lui, générer des recettes en devises, stimuler l'emploi et favoriser l'émergence d'un réseau de sous-traitants composé de PME nationales. Le spécialiste met également en avant l'importance stratégique de la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour, dont les ressources alimenteront plusieurs filières industrielles. « Le zinc et le plomb sont des intrants essentiels pour les industries mécaniques, pharmaceutiques, la galvanisation ainsi que les technologies de stockage d'énergie, notamment les batteries », a-t-il rappelé, soulignant également les avancées technologiques engagées pour améliorer le taux de

concentration du minerai. Le professeur Bouharb insiste, par ailleurs, sur le rôle déterminant des infrastructures de transport dans la réussite de cette stratégie. Longtemps considéré comme un facteur limitant, le secteur logistique devient aujourd'hui « un véritable levier de développement grâce à une planification coordonnée entre les projets miniers et les infrastructures de transport ». Selon lui, la ligne ferroviaire minière Est facilitera l'acheminement des productions, contribuera au désenclavement des régions concernées et favorisera l'émergence de nouvelles opportunités d'investissement. L'extension du port d'Annaba répond à la même logique. Le renforcement de ses capacités permettra d'accueillir des navires de grande capacité grâce à un tirant d'eau porté à 16 mètres, tout en accompagnant la montée en puissance des exportations industrielles. « Sur une production cible de 10 millions de tonnes de phosphate, près de six millions de tonnes devraient être transformées localement en engrais avant leur exportation », a-t-il précisé, estimant que cette

orientation traduit la volonté de privilégier l'exportation de produits à forte valeur ajoutée plutôt que de matières premières. Le professeur Bouharb considère également que ces projets doivent s'accompagner de la création d'un véritable écosystème industriel. Il plaide pour le développement de clusters autour des grands complexes miniers, intégrant les PME, les start-ups, les centres de recherche et les établissements de formation. « Les grands projets ne produisent pleinement leurs effets que lorsqu'ils entraînent dans leur sillage un tissu industriel local capable de fournir des services, des équipements et des solutions innovantes », a-t-il affirmé. L'expert met également l'accent sur l'importance du transfert de technologie et des partenariats internationaux. Selon lui, la diplomatie économique doit permettre de conclure des accords favorisant l'acquisition de savoir-faire industriels, tout en valorisant les ressources minières associées, notamment les terres rares, afin de soutenir le développement d'industries de haute technologie.

MILA
Journée technique
au profit des
producteurs de
pommes de terre
pour développer et
accroître les
rendements de la
filière

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila a organisé mardi après-midi une journée technique au profit des producteurs de pommes de terre dans le cadre des efforts consentis en vue de développer et accroître les rendements de la filière dans la wilaya. Selon Mohamed Bengouitene, représentant de la direction des services agricoles, cette rencontre, organisée dans une ferme privée de la commune de Teleghma (Sud de Mila) en coordination avec une entreprise privée spécialisée dans la production des semences de pommes de terre, a regroupé "un nombre considérable" de producteurs de ce tubercule dans la wilaya au côté des cadres du secteur pour "présenter de nouvelles variétés de pommes de terre et leur potentiel productif". L'objectif est d'expliquer les caractéristiques de chaque variété, les maladies sensibles du toucher et les procédés de lutte tout en exhortant les cultivateurs à respecter l'itinéraire technique pour sécuriser la récolte et maximiser les rendements, a ajouté le même cadre. Côté producteurs, Mohamed Djazi a relevé, dans une déclaration à l'APS l'importance de pareilles rencontres techniques sur cette filière stratégique, estimant qu'elles contribuent à consolider les connaissances des cultivateurs de ce produit de grande consommation. Il a également ajouté que la rencontre " nous a permis d'acquérir de nouvelles informations dont l'importance de sélectionner des variétés adaptées à chaque région, de définir les besoins en eau d'irrigation en plus de la présentation de conseils sur la lutte contre les maladies touchantes les récoltes". L'occasion a donné lieu à la présentation de certaines variétés de semences de pommes de terre, les modalités de leur plantation et leurs besoins en fertilisants et en eau.

APS

BOUIRA

Lancement d’une vaste opération
de réhabilitation de sections routières
et de quartiers

Une vaste opération de réhabilitation et d'aménagement de plusieurs sections routières ainsi que de quartiers de la ville de Bouira, a été lancée dans le chef-lieu de la wilaya, dans le cadre d'un projet visant à améliorer l'image urbanistique de la ville, à-on avisé mardi auprès de la direction des travaux publics (DTP).

D'un montant de 18 millions de dinars, cette opération concerne des quartiers et des routes de la ville, comme celle menant à la cité des 56 logements et au quartier de la Cité-ouest, où des engins de la direction des travaux publics ont déjà commencé à revêtir les voies de bitume, après avoir éradiqué tous les points noirs de cette zone, a expliqué le directeur des travaux publics, Nouredine Gasmi. Les routes menant également au quartier Oued D'hous et à l'ex-écotec de la ville sont également concernées par ces opérations de réhabilitation, qui s'inscrivent dans le cadre d'un projet visant à améliorer

l'image urbanistique de la ville de Bouira, a expliqué M. Gasmi. La wilaya de Bouira a en outre d'autres projets visant à moderniser le réseau routier sur l'ensemble de son territoire. L'un de ces projets concerne le chemin de wilaya (CW) n 93, qui repose Lakhdaria aux communes de Maâlla et Zbarbar. Les travaux de réhabilitation et d'élargissement de la chaussée sur une distance de 20 kilomètres sont en cours, pour une enveloppe financière de 1,2 milliards de dinars, a rappelé M. Gasmi. Il a également rappelé qu'un montant de 1,2 milliard de dinars sera également alloué aux projets de renforcement des

routes nationales, notamment celles dépendant de la wilaya de Bouira à Boumerdès et à Tizi-Ouzou. Dans le cadre de ces projets, la RN15, qui relie Aghbalou (Est de Bouira) à Tizi Ouzou, fait l'objet de travaux de renforcement. Les travaux de renforcement concernent également la RN30, sur un tronçon de 7,4 km entre M'Chedallah et Saharidj, selon les détails fournis par le même responsable. La RN29, qui relie la ville de Lakhdaria à la wilaya de Boumerdès, est elle aussi renforcée sur un tronçon de 12,7 km, at-il ajouté.

APS

BATNA

189 malades bénéficient d’interventions chirurgicales de la cataracte
au CHU Chahid Touhami-Benflis

Des interventions de chirurgie de la cataracte ont été effectuées gracieusement au profit de 189 patients dans le cadre des journées chirurgicales intensives organisées au CHU chahid Touhami Benflis de Batna, a-on indiqué mardi dans un communiqué de la cellule de communication de cet établissement de santé. Le communiqué

a précisé que l'initiative a été effectuée les week-ends (de fin juin à la mi-juillet) en trois étapes, la première ayant concerné 81 malades, la seconde 48 et la troisième 60 sous la direction du chef du service le professeur Mohamed Fateh Rougui. L'objectif de ces journées est d'accélérer la cadence de la prise en charge des ma-

lades reçus par le service en provenance de plusieurs wilayas de l'Est du pays et de réduire la liste d'attente, selon le communiqué. Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour le succès de ces journées qui traduisent la grande dynamique que connaît le service d'ophtalmologie en matière de prise en charge des patients,

relève le document. Le communiqué a inscrit l'initiative dans le cadre des efforts d'amélioration de la prise en charge des malades, de développement de la qualité des prestations assurées et de réduction des délais d'attente des malades accueillis par le CHU y compris par le service d'ophtalmologie.

Agence

OUM EL BOUAGHI

Réception septembre prochain d’un INSFP à Ain Fakroun

Le projet de réalisation d'un institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) sera réceptionné "septembre prochain" dans la commune d'Ain Fakroun (Oum El Bouaghi), à-on appris mardi auprès du directeur de wilaya du secteur, Toufik Merad. Le même responsable a précisé que le taux

d'avancement des travaux de réalisation de ce projet à l'entrée Est de cette commune a atteint à ce jour 95 %, estimant à 650 millions DA l'enveloppe financière octroyée à sa réalisation et équipement. Cet INSFP qui sera spécialisé dans les métiers de l'eau et de l'environnement comprend un pavillon administratif, un autre pé-

dagogique, un internat, un réfectoire et un stade recouvert de gazon synthétique, selon la même source. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya d'Oum El Bouaghi compte 5 INSFP, 13 CFPA et 10 annexes, à-on indiqué.

APS

SAÏDA

Mise en service de la première tranche du projet de dédoublement de la RN 6

La première tranche du projet de dédoublement de la Route nationale 6 (RN6), d'une longueur de 5 km, dépendant de la commune de Sidi Amar, dans la wilaya de Saïda, à la limite de la wilaya voisine de Mascara, a été mise en service mardi. Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement du réseau routier et de l'amélioration de la fluidité de la circulation sur cet axe. La mise en service de cette première section a été présidée par le wali de Saïda, Amoumen Mermouri, lors d'une visite de terrain effectuée dans les communes de Sidi Boubekour, Aïn El Hadjar et Saïda, en compagnie des

autorités locales, afin de s'enquérir de l'état d'avancement de plusieurs projets pertinents du secteur des travaux publics. Sur place, le wali a suivi une présentation technique portant sur les différentes étapes de réalisation du projet, dont les travaux ont débuté à la fin de l'année dernière. Il a insisté sur la nécessité de respecter les normes techniques, ainsi que les délais d'exécution afin de permettre la mise en service des autres tronçons conformément au calendrier établi. Le wali a également souligné l'importance de ce projet, qui contribuera à améliorer les conditions de déplacement des citoyens, à renforcer la sécurité des usagers de la

route et à faciliter le transport des personnes et des marchandises. La RN6 constitue, en effet, l'un des principaux axes dépendant de la wilaya de Saïda aux wilayas voisines. A titre de rappel, la longueur totale du projet de dédoublement de la RN6 dépendant des wilayas de Saïda et Mascara est de 23 km. Selon la Direction des travaux publics, les travaux se déroulent à un rythme soutenu. Au cours de cette visite, le wali a également inspecté le projet d'entretien de la RN6 sur un tronçon de 6 km dépendant des communes de Saïda et Aïn El Hadjar. Il a, en outre, donné le signal de lancement du projet de dédoublement de la route de

contournement sud dépendant du giratoire de Sidi El Hadj Abdelkrim à la commune d'Aïn El Hadjar, sur une distance de 9,5 km. Il s'est également enquis de l'état d'avancement du projet de réalisation d'un giratoire au quartier Salam 2, ainsi que des travaux d'aménagement de l'oued El Oukrif. En marge de cette visite, le wali a rencontré plusieurs citoyens et a écouté leurs préoccupations, réaffirmant l'engagement des autorités locales à les prendre en charge et à poursuivre la mise en œuvre des projets de développement visant à améliorer le cadre de vie et à soutenir le développement local.

R E.

EN CRISE

L'industrie automobile européenne se tourne vers la guerre

2^e partie

Restructurations, licenciements, usines qui ferment : l'industrie automobile européenne vacille et se reconvertit dans l'armement. Elle choisit les profits pour ses actionnaires, la crise technologique et la guerre, alors que la prospérité et la paix sont possibles [1].



Par Benjamin Pestieu

L'Agence internationale de l'énergie confirme l'ampleur du basculement technologique et du retard pris par les constructeurs européens : en 2025, près de 55 % des nouvelles voitures vendues en Chine sont électriques. Les constructeurs chinois fournissent environ 60 % des ventes mondiales de voitures électriques, alors que les constructeurs européens et nord-américains pèsent chacun environ 15 %²⁰. Les gros SUV. Les constructeurs européens ont aussi maximisé leurs marges en misant sur les gros SUV – des modèles lourds, chers et à forte marge – au détriment de petites voitures abordables. La part des SUV dans les ventes automobiles est ainsi passée de 24 % en 2016 à 54 % en 2024, puis à 59 % en 2025²¹. Cette stratégie a amélioré les marges à court terme, mais elle a aussi éloigné une partie des ménages du marché du neuf et retardé l'offre européenne de voitures électriques simples, accessibles et produites à grande échelle²². La Chine. Le modèle allemand était structurellement exportateur : en 2024 encore, 78,2 % des voitures produites en Allemagne étaient destinées à l'exportation ; même en ne comptant que les destinations clairement identifiées, environ 45 % de toute la production automobile allemande partait hors Union européenne²³. En 2021, la Chine était encore le principal débouché des produits automobiles allemands et de leurs fournisseurs, pour près de 30,1 milliards d'euros²⁴. Cela s'appelait alors "compétitivité" allemande. Précisé-ment, en 2021, les exportations de voitures produites en Allemagne vers la Chine étaient de 270 000 unités. Aujourd'hui, ces exportations s'effondrent.

En 2025, l'Allemagne n'exportait plus que 98 313 véhicules, soit un effondrement des exportations vers la Chine de plus de 60 % en quelques années. Les constructeurs allemands ont aussi réalisé de gros profits grâce à leur production locale en Chine. Ils n'ont pas seulement exporté vers ce marché : ils l'ont occupé massivement avec des véhicules de marques allemandes produits sur place, via des coentreprises et des sites industriels locaux. En 2021, une voiture sur trois produite dans le monde par les groupes allemands était vendue en Chine, et aucun autre pays étranger ne produisait autant de voitures allemandes que la Chine, avec 4,3 millions d'unités cette année-là²⁵. Pendant des années, cela a été l'un des piliers de la rentabilité automobile allemande. Les constructeurs européens ont maximisé leurs marges en misant sur les gros SUV – des modèles lourds, chers et à forte marge – au détriment de petites voitures abordables. Mais aujourd'hui le modèle se retourne aussi. Là où l'automobile allemande était autrefois synonyme de technologie et de qualité, elle est aujourd'hui critiquée, parfois moquée – dans les essais automobiles, dans la presse spécialisée – pour son retard technologique, en particulier dans l'électrique, la batterie, les logiciels embarqués et la voiture autonome. La part de marché des constructeurs allemands en Chine est passée d'environ 24 % en 2020 à environ 15 % sur les neuf premiers mois de 2024²⁶. Le débouché chinois, qui avait longtemps permis à l'industrie automobile allemande d'écouler une production bien supérieure à son marché intérieur et de réaliser des profits considérables, est donc en train de devenir son contraire : non plus un moteur de rentabilité, mais le lieu où se révèle son retard technologique.

D'une impasse à l'autre: freiner l'électrique, puis chercher le salut dans le militaire. Face à cette crise, une partie croissante de l'industrie automobile européenne s'enferme dans deux nouvelles impasses. La première consiste à continuer à freiner le passage à l'électrique pour faire durer le moteur thermique le plus longtemps possible. Le secteur ne le dit évidemment pas dans ces termes. Il parle de "neutralité technologique", de "flexibilité" ou de "réalisme industriel". Mais concrètement, l'ACEA, le lobby européen des constructeurs automobiles, affirme que les objectifs européens de CO₂ pour 2030 et 2035 ne sont plus atteignables et demande une approche plus flexible, incluant notamment les hybrides rechargeables, les prolongateurs d'autonomie, l'hydrogène et d'autres carburants. En décembre 2025, la Commission européenne a d'ailleurs présenté un paquet automobile qui assouplit l'objectif de 2035 : au lieu d'une réduction de 100 % des émissions à l'échappement, les constructeurs devront atteindre 90 %, les 10 % restants pouvant être compensés par l'usage d'acier bas-carbone européen, d'e-fuels ou de biocarburants²⁷. Cette stratégie est une impasse. La coexistence prolongée entre deux systèmes industriels — thermique et électrique — coûte très cher. Elle disperse les investissements, ralentit les économies d'échelle dans les batteries, les plateformes électriques, les logiciels et les chaînes d'approvisionnement. Pendant que l'Europe tergiverse, la Chine accélère sa marche technologique. La seconde impasse est celle de la militarisation de l'appareil de production : plusieurs constructeurs cherchent désormais des relais de croissance dans la militarisation de leur production. Le mouvement, déjà entamé auparavant, s'est nettement

accéléralé en 2025 et 2026. Et ce mouvement est encouragé par le politique. Katharina Reiche, ministre allemande de l'Économie, déclare ainsi : « L'industrie automobile possède des compétences dont on a aujourd'hui un besoin urgent dans le domaine de la défense ». Elle ajoute : « Construction légère, technologies de propulsion modernes, capteurs, logiciels, assurance qualité de haute précision : tout cela peut être transféré de manière ciblée vers des applications militaires »²⁸. La militarisation du secteur automobile est présentée comme une simple diversification industrielle. Mais, socialement et économiquement, c'est une impasse. Daimler Truck a lancé la marque Daimler Truck Defence, avec un objectif de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires lié à la défense d'ici 2028 et des investissements de plusieurs centaines de millions d'euros²⁹. INEOS Automotive, SMT Defence et NMS UK ont formé "Team Grenadier" pour proposer des véhicules basés sur la plateforme Grenadier au ministère britannique de la Défense³⁰. Mercedes-Benz a également signé un protocole d'accord avec la start-up allemande Tytan Technologies pour travailler sur des systèmes anti-drones mobiles, notamment sur base de G-Class et de Sprinter. La société ne donne pas encore de calendrier précis ni de montant d'investissement³¹. Volkswagen aurait été en discussions avec l'entreprise israélienne Rafael Advanced Defence Systems pour convertir l'usine d'Os-nabrück vers la production de composants du système antimissile Iron Dome.

(A suivre)

Notes

[1] Article issu de notre partenaire Lava Media. Source: <https://lvsl.fr>, publié le 13 juillet 2026

MAURITANIE
Ouverture du forum national sur l’avenir de l’emploi à l’ère de l’intelligence artificielle

Le ministre de l’Autonomisation des jeunes, de l’Emploi, des Sports et du Service civique, M. Mohamed Abdellahi Ould Louly, a présidé ce mardi, en présence du ministre de la Formation professionnelle, de l’Artisanat et des Métiers, M. : Mohamed Malainine Ould Eyih, et du ministre de l’Elevage, M. Sid’Ahmed Ould Mohamed, à l’ouverture des travaux du Forum national sur l’avenir de l’emploi à l’ère de l’intelligence artificielle. Organisé sous le thème « Adapter la formation au marché de l’emploi : défis et opportunités de l’intelligence artificielle », ce forum vise à mettre en place un mécanisme commun permettant de suivre l’évolution du marché du travail, d’assurer le suivi de l’insertion des diplômés et d’actualiser régulièrement les programmes de formation, afin de garantir leur adéquation avec les mutations économiques et technologiques. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre de l’Autonomisation des jeunes, de l’Emploi, des Sports et du Service civique a souligné que ce forum constitue une étape charnière reflétant une volonté politique sérieuse et tournée vers l’avenir, fondée sur la conviction profonde que le développement économique passe par la mise en place d’un système de formation moderne, capable de s’adapter aux mutations rapides et de répondre aux besoins réels de l’économie nationale, afin de renforcer l’employabilité des jeunes. Il a ajouté que le forum incarne les hautes orientations de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui a fait de l’autonomisation des jeunes et du développement du capital humain un choix stratégique, et de l’adéquation entre formation et emploi un pilier fondamental pour parvenir à un développement économique durable et inclusif.

Agence

ÉGYPTE
Les IDE en progression

Le flux net des Investissements Directs Etrangers (IDE) en Egypte a connu une hausse de 32,6 % de juillet 2025 à mars 2026. Un chiffre destiné à connaître une courbe ascendante au cours de la prochaine période. Avis d’experts.

R I/Agence

Le flux net des Investissements Directs Etrangers (IDE) en Egypte a bondi de 32,6 % au cours des neuf premiers mois de l’exercice 2025-2026 (de juillet 2025 à mars 2026), atteignant environ 13 milliards de dollars, contre près de 9,8 milliards de dollars sur la même période de l’exercice précédent, selon les données de la Banque Centrale d’Egypte (BCE). « Sur les 13 milliards, 3,5 milliards correspondent à des entrées de capitaux durant la période octobre-décembre 2025 dans le cadre de l’exécution de l’accord de Alam Al-Roum », lit-on dans un communiqué publié par la BCE. Il s’agit d’un accord de partenariat entre l’Egypte et le Qatar visant à développer une zone dans la région de Alam Al-Roum et Samla, à Marsa Matrouh, conclu en novembre 2025. Les secteurs non pétroliers prennent l’avantage sur les secteurs pétroliers en ce qui a trait à l’attraction des IDE, explique Walaa Mossalam, responsable de la recherche auprès de la maison de courtage Prime Brokerage. Selon l’experte, le secteur immobilier arrive en tête avec l’essor observé sur la Côte-Nord et la mer Rouge qui connaissent un flux d’investissements arabes. « Il y a également l’énergie renouvelable, le gaz naturel surtout dans la région méditerranéenne, sans oublier le secteur logistique qui est attractif, et enfin le secteur des télécommunications », ajoute Mossalam. Les investissements dans les domaines pétroliers et gaziers maintiennent une sorte de statu quo. Ceci s’explique par le nombre limité de découvertes et d’explorations majeures, selon Houssam Al-Ghayech, consultant économique et expert des études de faisabilité. « Cependant, l’on s’attend à un meilleur bilan dans l’avenir proche, parce que d’une part, le gouvernement a remboursé des arriérés aux compagnies pétrolières, d’autre part, le programme de ventes des actifs publics lancé par le gouvernement a visé récemment le secteur pétrolier », ajoute-t-il. En effet, plusieurs introductions en Bourse dans le secteur pétrolier sont actuellement en préparation. Trois parmi elles représentant un capital cumulé supérieur à 35 mil-

liards de L.E. Dix introductions d’entreprises publiques sont prévues dans le secteur pétrolier contre 20 dans d’autres secteurs.

Opportunités et défis

La hausse relative des IDE provient principalement d’actifs dont la propriété a été transférée de manière partielle ou totale, comme c’est le cas à Alam Al-Roum et à Gabal Al-Zeit. Des opportunités apparaîtront prochainement qui mettront les IDE sur une courbe ascendante, analyse Al-Ghayech. « Le gouvernement a pris certaines mesures, qui auront au fur et à mesure un impact positif sur les IDE », ajoute-t-il. En premier vient la « licence d’or », qui est une autorisation unique et globale délivrée par le gouvernement égyptien, représenté par le Conseil des ministres, à certaines entreprises pour la création, l’exploitation et la gestion de projets stratégiques ou d’envergure nationale (voir sous-encadré). Al-Ghayech explique que cette licence a permis d’améliorer l’environnement des affaires ; elle raccourcit le délai au cours duquel les documents et les mesures administratives requis sont achevés. Il s’agit d’un indice à travers lequel le volume des IDE est mesuré. « J’espère que dans un avenir proche d’autres secteurs en bénéficieront, parce que jusqu’à présent, ce sont les projets d’énergie renouvelable qui en ont profité. J’espère que le secteur industriel en profitera aussi », ajoute-t-il. Un certain nombre d’autres mesures gouvernementales ont permis d’améliorer l’environnement des affaires, notamment dans le secteur logistique. « Les mesures douanières prises par le gouvernement ont réduit les coûts pour les investisseurs grâce au système d’information avancé sur le fret ou l’Advance Cargo Information. Il s’agit d’un dispositif de préenregistrement numérique des cargaisons mis en place par les autorités égyptiennes pour sécuriser et accélérer les douanes », ajoute Al-Ghayech. Enfin, l’octroi des terrains assignés aux activités industrielles a été facilité. Ayman Reda, président de l’Association des investisseurs de la cité du 10 du Ramadan, explique que de nouveaux terrains dotés de services com-

plets ont été assignés à l’usage industriel selon deux formules : l’exploitation jusqu’à 50 ans ou la location à des prix bas pendant trois ans au terme desquels le contrat est renouvelé. Il y a aussi la possibilité d’acheter des terrains à des prix raisonnables. « Tout cela sera régularisé à travers la plateforme Misr al sena3ia (l’Egypte industrielle). L’investisseur doit seulement remplir un formulaire. Des villes industrielles équipées sont mises à la disposition des investisseurs qualifiés », affirme Ayman Reda.

Amélioration du déficit de la balance des paiements

Les investissements directs étrangers ont contribué à la baisse du déficit de la balance des paiements pendant les neuf premiers mois de l’année fiscale 2025-2026. Le déficit global de la balance des paiements a connu, en effet, une baisse de 2,9 %, pour s’établir à 1,8 milliard de dollars (contre 1,9 milliard de dollars à la même période de l’exercice précédent). Ceci est dû à quatre facteurs selon un communiqué de la BCE. Les capitaux entrants ont connu une augmentation nette d’environ 9,9 milliards de dollars, sous l’effet d’un flux d’investissements étrangers totalisant près de 13 milliards de dollars. Les transferts des fonds des Egyptiens travaillant à l’étranger ont augmenté de 32,6 %, atteignant environ 34,9 milliards de dollars (contre environ 26,4 milliards de dollars durant la même période de l’exercice précédent). Les recettes touristiques ont progressé de 14,9 %, atteignant environ 14,4 milliards de dollars (contre environ 12,5 milliards de dollars durant la même période de l’exercice précédent). Enfin, les recettes liées aux droits de passage du Canal de Suez ont augmenté de 22,1 %, atteignant environ 3,2 milliards de dollars (contre environ 2,6 milliards de dollars durant la même période de l’exercice précédent). Cette hausse s’explique par une augmentation de 18,5 % du tonnage net — atteignant 426,9 millions de tonnes — et par une hausse de 7,6 % du nombre de navires en transit, qui s’est élevé à environ 10 000 unités.

TUNISIE

Afreximbank accorde un prêt de 500 millions \$ pour financer l’économie

Confrontée à des besoins persistants de financement extérieur, la Tunisie obtient un nouveau financement d’Afreximbank. L’opération intervient alors que Tunis accélère la mise en œuvre de son Plan de développement 2026-2030 afin de stimuler l’investissement et la croissance. La Banque africaine d’import-export (Afreximbank) a accordé un prêt de 500 millions \$ à la Banque centrale de Tunisie, afin de financer la mise en œuvre des principales priorités socio-économiques du pays. L’annonce a été faite dans un communiqué publié lundi 22 juin.

Ce prêt « s’ajoute aux 1,2 milliard de dollars américains déjà décaissés en faveur de la Banque centrale [de Tunisie, NdIrl] », précise l’institution panafricaine. Elle ajoute que ces ressources permettront de financer les importations stratégiques, de faire face aux échéances des obligations commerciales et d’améliorer l’accès aux liquidités en devises étrangères, renforçant ainsi la stabilité et la résilience économique. « Cette facilité réaffirme le ferme engagement d’Afreximbank à soutenir la Tunisie ainsi que le développement socio-économique durable du continent », a déclaré Dr

George Elombi, président d’Afreximbank. Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Fethi Zouhaier Nouri, a pour sa part salué la poursuite de ce partenariat, qu’il considère comme déterminant pour préserver les capacités d’importation du pays et renforcer la disponibilité des devises étrangères. Cette opération « illustre la valeur ajoutée des institutions financières africaines travaillant ensemble pour répondre à des priorités économiques communes et renforcer la résilience nationale », a-t-il souligné.

R I.

KENYA

Un projet de 4 millions \$ pour renforcer l'industrie des aliments aquacoles

Au Kenya, l'aquaculture représente environ 20 % de l'approvisionnement local en poissons. La croissance des capacités de production attire de nouveaux investissements dans les maillons stratégiques de la chaîne de valeur, comme celui des aliments pour poissons.

Synthèse Rédaction

Au Kenya, l'entreprise Maxim Agri & Samakgro prévoit d'injecter près de 3,95 millions \$ dans la construction d'une unité de production d'aliments aquacoles au sein du Green Energy Park d'Olkaria, dans le comté de Naivasha. Selon un communiqué publié le 17 juillet dernier l'installation affichera une capacité de production de 8 tonnes d'aliments pour poissons par heure et sera alimentée par 3 mégawatts d'énergie géothermique fournie par la Kenya Electricity Generating Company (KenGen), principale société de production d'électricité du pays. Pour l'heure, les détails concernant la date de lancement des travaux et le calendrier de réalisation ne sont pas encore connus. Cet investissement intervient dans un contexte d'accélération des projets liés aux intrants aquacoles dans le pays. Déjà en novembre 2025, DiscoverAqua, une coentreprise germano-kenyane, avait dévoilé un projet de construction d'une unité de fabrication d'aliments aquacoles, prévue pour être opérationnelle au cours du troisième trimestre 2026. Il est prévu que l'infrastructure, implantée à Athi River, dans le comté de Machakos soit dotée d'une capacité de production de plus de 20 tonnes par heure d'aliments aquacoles.

Un contexte de développement rapide de l'aquaculture kenyane

La multiplication des projets de production d'aliments aquacoles s'inscrit dans un contexte où la demande sur le marché domestique est appelée à progresser davantage avec l'expansion de



la pisciculture dans le pays. Selon l'Agence kenyane des pêches (KeFS), la production aquacole a plus que doublé depuis 2017 passant de 12 635 tonnes à 33 423 tonnes en 2024 et les derniers développements du secteur laissent entrevoir la poursuite de cette tendance au cours des prochaines années. Par exemple, l'entreprise aquacole Victory Farms prévoit l'installation prochaine d'une nouvelle ferme piscicole sur le lac Victoria, selon les informations relayées le 16 mars dernier par le quotidien local Business Daily. D'après le rapport d'étude d'impact environnemental et social soumis à l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA), le coût du projet est estimé à 750 millions de shillings kenyans (5,7 millions \$) et il vise à produire du tilapia en cages flottantes, avec un potentiel annuel de 30 000 tonnes dans le comté de Migori. Alors que les capacités de production se développent, la disponibilité d'aliments de qualité et à des prix compétitifs devient donc un enjeu central pour accompagner la croissance du secteur.

Le défi de rendre la pisciculture plus rentable

Au Kenya comme dans la majorité des pays africains, le coût élevé de l'alimentation des poissons constitue l'un des principaux obstacles au développement de l'aquaculture. Selon un rapport publié en janvier 2026 par le Forum économique mondial (WEF), les difficultés d'approvisionnement en aliments pour poissons entraînent des coûts de production aquacole supérieurs de 10 à 20 % à la moyenne mondiale. « L'alimentation représente 70 à 80 % du coût total, contre environ 60 % au niveau mondial. Ces coûts élevés s'expliquent par une forte dépendance aux aliments pour poissons conventionnels, souvent importés en raison du manque de capacités locales de production, composés de tourteau de soja [également essentiel pour la consommation humaine] et de farine de poisson [issue de la pêche sauvage] », peut-

GHANA

Une question foncière conditionne le démarrage du hub pétrolier de Jomoro

Le Ghana ambitionne de construire l'un des plus grands complexes pétroliers d'Afrique à Jomoro. Le projet avait été présenté en grande pompe en 2024 comme l'une des réponses aux défis énergétiques du pays. Près de 24 mois après, les travaux n'ont toujours pas démarré. Deux ans après sa cérémonie officielle de lancement par l'ex-président Nana Akufo-Addo, la construction du complexe pétrolier de Jomoro, dans le sud-ouest du Ghana, n'a toujours pas démarré. L'information a été rendue publique vendredi 17 juillet par la Petroleum Hub Development Corporation (PHDC), l'entité privée locale chargée de développer l'installation. S'exprimant en marge de la Conférence internationale du pétrole du Ghana (GHIPCON) Kwabena Owusu Abrokwa, le directeur des opérations et de la technique de la société, a indiqué que les travaux liés à la première phase sont attendus d'ici la fin de l'année, mais restent conditionnés à la résolution d'un problème foncier. Le gouvernement doit encore indemniser les propriétaires des terres acquises pour le projet. « La première phase est presque prête à décoller en termes de construction », a déclaré Owusu Abrokwa, selon des informations relayées par Argus Media. Il précise que les contrats initiaux sont signés et que les travaux pourront débuter une fois le processus d'indemnisation finalisé. Celui-ci a rencontré une certaine résistance des communautés riveraines qui craignant d'être dépossédées de leurs terres et de voir leur environnement dégradé par l'ampleur du chantier, ont adressé des pétitions aux autorités pour contester la superficie initiale du projet. En réponse, PHDC a réduit l'emprise du chantier de 20 000 à 12 500 acres (environ 5000 ha).

Un chantier de cinq ans évalué à 60 milliards de dollars

La première phase du projet prévoit la construction d'une raffinerie de 300 000 barils par jour. Une usine pétrochimique de 90 000 barils par jour, 3 millions de mètres cubes de capacité de stockage ainsi qu'un terminal maritime sont également prévus, selon le communiqué officiel de la présidence ghanéenne publié en août 2024. Sa durée de construction est estimée à cinq ans. Le coût total du projet qui comprend trois phases est évalué à 60 milliards de dollars, d'après les informations relayées par Oil & Gas Journal. Ce projet avait été présenté en juin 2024 comme la pierre angulaire du développement industriel du Ghana lors de la signature d'un accord-cadre entre le gouvernement et un consortium de sociétés locales et étrangères R.I.

DE 6 % À 14 %

L'Afrique poursuit sa montée dans l'offre mondiale de lithium depuis 2023

Portée par des investissements chinois, la filière africaine du lithium monte en puissance depuis le début de cette décennie. Du Zimbabwe au Mali, en passant par la République démocratique du Congo, les projets se multiplient pour renforcer le poids du continent sur un marché stratégique. En 2025, la contribution de l'Afrique à l'offre mondiale de lithium a atteint 14 %, soit une multiplication par 26 par rapport aux niveaux de 2020. C'est ce qui ressort du rapport Global Critical Minerals Outlook 2026, publié jeudi 16 juillet par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Des chiffres qui témoignent de la montée des in-

vestissements réalisés dans la filière lithifère du continent sur la période. L'AIE rapporte une hausse de 44 % de la production africaine de lithium en 2025. La part attribuée au continent dans l'offre mondiale dépasse les 11 % enregistrés en 2024 et les 6 % de 2023, traduisant la montée en puissance des producteurs africains de ce métal stratégique, à commencer par le Zimbabwe et le Mali, où plusieurs mines industrielles ont vu le jour ces dernières années. L'offre mondiale reste par ailleurs dominée par la Chine, l'Australie et le « triangle du lithium », groupe de pays sud-américains formé par l'Argentine,

la Bolivie et le Chili. Ensemble, ces trois pôles d'exploitation assurent aujourd'hui la majeure partie de l'approvisionnement mondial en lithium.

Anatomie d'une accélération...

Leader continental, le Zimbabwe demeure le principal moteur de cette progression. Le pays a vu entrer en production plusieurs mines ces dernières années, parmi lesquelles Bikita, Arcadia ou encore Sabi Star. La hausse de la production reflète la montée en régime de ces exploitations, mais aussi celle des mines maliennes de Goulamina et Bougouni, mises en service respectivement en 2024 et en 2025, qui

ont permis au Mali de rejoindre le cercle des producteurs mondiaux de lithium. Cette dynamique s'étend progressivement au-delà de l'extraction. Incités par des mesures mises en place par Harare, plusieurs opérateurs développent désormais des unités de transformation destinées à produire des composés à plus forte valeur ajoutée que le concentré de lithium jusqu'ici principalement exporté. C'est notamment le cas du sulfate de lithium, dont une première usine a été mise en service plus tôt cette année par le groupe chinois Zhejiang Huayou, opérateur de la mine Arcadia.

Agence

BOURSE ZURICH

Le SMI démarre à l'équilibre

La Bourse suisse a entamé la journée de mercredi à l'équilibre, après le regain d'intérêt pour les semi-conducteurs observé la veille à Wall Street. En Suisse, des résultats de valeurs technologiques, telles VAT ou Cicor étaient dévoilés, tout comme ceux du sous-traitant pharmaceutique Lonza, tandis que sur le plan international les investisseurs attendaient plusieurs statistiques concernant l'immobilier américain.

John Plassard, associé de la banque Cité Gestion, relève que les investisseurs retrouvent progressivement confiance dans le thème de l'intelligence artificielle, tout en attendant avec prudence les résultats très attendus d'Alphabet et de Tesla ce soir, "qui donneront le ton de la saison des publications des géants de la technologie". "Il est curieux de constater que les valeurs des fabricants de puces électroniques sont plus volatiles que le pétrole ces derniers temps", note pour sa part l'experte de Swissquote, Ipek Ozkar-deskaya.

Cela, "alors même que l'escalade des tensions géopolitiques ébranle les perspectives d'approvisionnement énergétique en provenance du Moyen-Orient et de la Russie, créant une immense incertitude quant à une résolution à court terme des conflits, alimentant les anticipations d'inflation, incitant les investisseurs à se ruer sur les échéances courtes de la courbe des taux et poussant à la hausse les coûts d'emprunt à long terme". "Les marchés semblent toutefois privilégier, pour l'instant, la solidité des bénéfices des entreprises, même si les attentes élevées ne laisseront que très peu de place à la déception", conclut M. Plassard.

Sur le terrain macroéconomique, le taux d'inflation au Royaume-Uni a reculé davantage qu'attendu en juin, à 2,6%, dans la foulée notamment d'une baisse des prix des carburants.

Du côté de la Bourse suisse, le SMI se délestait de 0,08% à 14'287,07 points vers 09h10, après avoir bouclé sur un gain de 0,31%. Le SLI reculait de 0,34% à 2277,34 points et le SPI de 0,2% à 20'055,01 points. Sur les 30 principales cotations, 20 perdaient du terrain et dix en gagnait.

Lonza essayait les plus grandes pertes (-3,3%), malgré une solide croissance

sur les six premiers mois de l'année. Entre janvier et fin juin, les recettes du groupe pharmaceutique bâlois ont crû de 11,2% sur un an à 3,37 milliards de francs suisses, tandis que le résultat brut (Ebitda) de base a bondi de 27,4% à 1,18 milliard.

Il était suivi de Sandoz (-3,3%). Le géant des médicaments génériques a indiqué mercredi avoir "pris note" des annonces de Washington sur de nouveaux droits de douane de 100% dès août 2028 sur ce type de traitements, estimant qu'il était "encore trop tôt" pour en évaluer les implications.

VAT Group (-2,1%) venait ensuite. L'équipementier en pompes à vide a enregistré au deuxième trimestre une forte progression de ses entrées de commandes, qui ont doublé sur un an pour atteindre 500 millions de francs suisses. La performance a été portée par les investissements dans les puces d'intelligence artificielle et la construction de nouvelles usines de semi-conducteurs. Le chiffre d'affaires s'est lui inscrit à 291 millions, en hausse de 32% par rapport au trimestre précédent et de 3% sur un an.

Parmi les poids lourds de la cote, le géant pharmaceutique Roche se repliait de 0,5% et son concurrent Novartis de 0,3%. La grande banque UBS lâchait 0,2%, tandis que Nestlé s'enrobait 2,0%, en deuxième position des gagnants. La banque Jefferies a relevé la recommandation du paquebot alimentaire veveysan à "buy", contre "hold" précédemment.

Sonova caracolait en tête de liste (+5,7%). Bernstein SG a relevé l'objectif du spécialiste de l'audition à 255 francs suisses, contre 248 francs suisses précédemment. Le réassureur Swiss Re progressait lui de 0,7%, sans indication particulière.

Sur le marché élargi, EFG International

reculait de 0,6%. Au premier semestre, le gestionnaire de fortune zurichois a souffert d'un repli de 17% en glissement annuel de son bénéfice net à 184,6 millions de francs suisses, conséquence essentiellement d'un gain unique enregistré au premier semestre 2025.

Cicor s'affichait pour sa part en pre-

mière position (+10,3%). Le producteur de composants électriques et électroniques a vu ses revenus progresser de 19% à 334,1 millions de francs suisses, tandis que les entrées de commandes ont bondi de 40% à 399,8 millions.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Juillet 2026
Valeur : 24 Juillet 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.0900	133.1050
1	EUR	EURO	151.8690	151.8994
1	GBP	POUND STERLING	178.0706	178.1145
100	JPY	JAPANESE YEN	81.7004	81.7247
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6690	19.6738
1	CHF	SWISS FRANC	163.9645	164.0234
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4705	94.5012
1	DKK	DANISH KRONE	20.3154	20.3192
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7151	13.7189
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.8106	13.8149
1	AED	UAE DIRHAM	36.2367	36.2427
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4529	35.4587
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.3912	432.5804
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7640	45.2139
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2265	14.2281
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7480	20.8544
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3256	3.3360
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.8362	180.8362

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes dans le sillage de Wall Street, malgré le pétrole

Les Bourses européennes ont le vent en poupe ce mercredi matin, la vigueur de Wall Street observée la veille sur fond d'engouement pour l'IA venant éclipser une remontée des cours du pétrole pourtant de nature à raviver les craintes de tensions inflationnistes.

Vers 10h30, le CAC 40 grimpe de près de 0,7% vers 8 421 points à Paris, surperformant le DAX de Francfort (0,5%) et le FTSE de Londres (0,4%), tandis que l'indice paneuropéen Euro Stoxx 600 n'affiche qu'un gain limité de 0,1%.

La vigueur de Wall Street sur fond d'engouement pour l'IA...

Les places du Vieux Continent semblent encouragées par Wall Street, où le S&P 500 et le Nasdaq 100 se sont adjugé respectivement 0,89% et 1,93% mardi, sur fond d'envolée de certaines valeurs des semi-conducteurs comme Intel (8,6%) ou Micron (12,2%).

C'est en effet l'optimisme qui prévalait chez les investisseurs aux Etats-Unis, à l'approche des premières publications trimestrielles dans le secteur technologique (Alphabet, Tesla et Texas Instruments ce soir, puis Intel jeudi soir). Ils semblent espérer trouver dans cette vague de publications de nouveaux signaux permettant de justifier l'engouement ambiant pour la thématique de l'intelligence artificielle, devenue un moteur essentiel de la progression de Wall Street.

...vient éclipser la remontée du pétrole

La vigueur de Wall Street semble se répercuter sur les Bourses européennes, et ce, malgré la fermeture des cours du pétrole (2,5% à 86,9 USD sur le WTI, 2,6% à 93,7 USD sur le Brent), sur fond de 11e soirée consécutive de frappes américaines contre l'Iran. La remontée des cours du pétrole peut pourtant remettre l'inflation au

coeur des débats en Europe, surtout à l'approche de la décision de politique monétaire de la BCE, prévue jeudi en début d'après-midi, au terme de la réunion du conseil des gouverneurs.

En amont de cette réunion, plusieurs analystes indiquent s'attendre à ce que l'institution laisse son taux de la facilité de dépôt inchangé à 2,25%, mais envisagent un nouveau tour de vis monétaire lors de sa réunion de septembre. Ainsi, les économistes de Deutsche Bank tablent sur une pause de l'institution francfortoise après la hausse décidée le mois dernier, mais continuent de s'attendre à ce qu'elle relève une seconde et dernière fois son taux principal à 2,50% en septembre.

"La dernière publication de l'indice des prix à la consommation harmonisé dans la zone euro pour le mois de juin a surpris à la baisse et il n'existe pas encore de preuve convaincante d'inflation indirecte, mais cela peut prendre du temps",

prévient la banque allemande.

L'inflation ralentit au Royaume-Uni

A propos d'inflation, l'indice des prix à la consommation (IPC) du Royaume-Uni est ressorti ce matin en hausse de 2,6% sur un an en juin, soit un taux annuel en baisse de 0,2 point par rapport à celui observé le mois précédent, alors que le consensus anticipait 2,7%.

Les transports, ainsi que les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, ont le plus contribué à ce ralentissement. Hors énergie, alimentation, alcool et tabac, l'IPC sous-jacent a augmenté de 2,6% sur un an le mois dernier, un taux stable par rapport à mai.

Airbus acclamé pour ses rachats d'actions et ses objectifs

Dans l'actualité des valeurs, Airbus s'adjudge 6,4% à Paris, bondissant après l'annonce d'un programme de rachat d'actions de 5 MdsEUR

et la confirmation par l'avionneur de ses prévisions pour 2026, assortie de nouveaux objectifs financiers à l'horizon 2029.

A l'opposé sur le CAC 40, Danone cède 2,1%, le groupe agroalimentaire pâtissant d'une dégradation de recommandation de Jefferies, qui a abaissé son opinion à "sous-performance" et réduit son objectif de cours de 80 EUR à 62 EUR.

Ailleurs en Europe, AkzoNobel grappille 0,5% à Amsterdam : le fabricant néerlandais de peintures et de revêtements a dépassé les attentes en matière de bénéfices au 2e trimestre, la hausse des prix de vente ayant suffi à absorber la pression sur les coûts des matières premières.

Kone recule de 2,2% à Helsinki : l'ascensoriste a certes amélioré sa marge opérationnelle ajustée et vu ses prises de commandes grimper au 2e trimestre, mais il a laissé inchangés ses objectifs pour l'ensemble de l'année en cours.

Agence

JAPON

Les importations atteignent un niveau record

Les importations du Japon ont bondi pour atteindre un niveau record en juin, selon les données gouvernementales publiées mercredi. La faiblesse du yen et l'envolée des cours du pétrole ont fait grimper les coûts à l'importation et l'inflation, plaçant la banque centrale dans une impasse politique.

Le gonflement de la facture des importations est devenu une préoccupation croissante pour les décideurs politiques, la dépréciation du yen amplifiant les pressions inflationnistes alors même que les autorités cherchent à préserver une reprise économique fragile. La Banque du Japon (BoJ) devrait largement maintenir ses taux d'intérêt inchangés lors de sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine. Toutefois, la banque centrale est susceptible de conserver son biais restrictif, car la combinaison d'une monnaie faible et de coûts énergétiques élevés continue d'alimenter les risques inflationnistes. La valeur des importations a bondi de 25,4 % en juin par rapport à l'année précédente pour atteindre le record de 11 300 milliards de yens (69,25 mil-

liards de dollars), tirée par le pétrole brut. Ce chiffre dépasse les prévisions médianes du marché qui tablaient sur une hausse de 21 % et marque la croissance la plus rapide depuis novembre 2022. « La diversification des sources d'approvisionnement en pétrole du Japon progresse, avec une forte augmentation des achats auprès des États-Unis et de la Russie, tandis que la baisse des importations en provenance du Moyen-Orient s'est modérée », a déclaré Koki Akimoto, économiste au Daiwa Institute of Research. Bien que les volumes d'importation de pétrole brut aient chuté de 13,7 % sur un ans, la valeur de ces achats a bondi de 59,3 %, le coût unitaire libellé en yens atteignant un sommet historique. Même si des pourparlers de paix de

haut niveau entre les États-Unis et l'Iran ont débuté fin juin et que les prix du pétrole ont reflué, l'incertitude liée au conflit a pesé sur le commerce et la logistique pendant une grande partie de la période de référence. La reprise des hostilités entre l'Iran et les États-Unis ces dernières semaines a renforcé les inquiétudes des décideurs politiques à l'échelle mondiale. « Alors que les espoirs de ralentissement de l'inflation et de reprise de la croissance augmentaient parmi les grandes économies, une instabilité prolongée pourrait peser sur l'activité économique mondiale et accroître le risque d'un ralentissement généralisé », a affirmé Takeshi Minami, économiste en chef au Norinchukin Research Institute.

Agence

ALLEMAGNE

L'annonce de réformes soutient le moral des investisseurs en juillet

L'indicateur a augmenté de 15,8 points sur un mois pour atteindre 26,3 points, alors que les analystes tablaient sur une hausse très légère d'un demi-point. Le moral des investisseurs allemands a progressé en juillet. L'embellie reflète l'annonce au début du mois d'un vaste train de réformes économiques par le gouvernement du conservateur Friedrich Merz, selon le baromètre de l'institut ZEW publié mardi. L'indicateur a augmenté de 15,8 points sur un

mois pour atteindre 26,3 points, alors que les analystes de la plateforme Factset tablaient sur une hausse très légère d'un demi-point. Il s'agit du plus haut niveau enregistré depuis le mois de mars, où l'indice s'était effondré après le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. «Le paquet de réformes semble produire ses effets», a estimé dans le communiqué du ZEW son président Achim Wambach, faisant référence à un ensemble de mesures annoncées début juillet par

l'exécutif allemand pour faire repartir la première économie européenne en berne. Ces réformes concernent notamment les retraites, la fiscalité, la compétitivité ou encore le pouvoir d'achat. Elles étaient attendues depuis plusieurs mois par les milieux économiques. Dans ce contexte, «les secteurs orientés vers l'exportation, ainsi que la demande intérieure, enregistrent une croissance soutenue», selon M. Wambach. En revanche, «l'évolution du conflit iranien et

du prix du pétrole demeure un facteur d'incertitude central pour la reprise de l'Allemagne», tempère-t-il. Ainsi, l'évaluation de la situation économique actuelle demeure très négative (-77,6 points), malgré une légère amélioration de 3,4 points. En juillet, la plupart des secteurs voient leurs perspectives s'améliorer, comme la construction mécanique (+14,5 points), le bâtiment (+12,7 points) ou la consommation privée (+14,7 points).

R I.

ROYAUME-UNI

Andy Burnham annonce la suppression de la TVA sur l'électricité

Première décision en faveur du pouvoir d'achat des Britanniques, le nouveau Premier ministre Andy Burnham annonce ce mardi 21 juillet la suppression de la TVA sur l'électricité. La mesure coûterait, selon le nouveau gouvernement britannique, 850 millions de livres (l'équivalent de 1 milliard de dollars) et elle n'a pas effrayé outre mesure les marchés financiers, rassurés par la nomination de John Healey au poste de ministre des Finances. La suppression de la TVA de 5 % sur l'électricité devrait permettre à un ménage britannique moyen d'économiser 45 livres, environ 53 euros par an, sur sa facture. Son coût (850 millions de livres, soit 1 milliard d'euros par an) sera financé par l'abandon du projet de nouvelle carte d'identité numérique, a déjà annoncé le nouveau gouvernement d'Andy Burnham. Les critiques des proches de l'ancien Premier ministre Keir Starmer n'ont pas tardé : « Le projet de Digital ID n'était pas financé », a déclaré l'ex-secrétaire général du cabinet sortant, qui



a demandé au nouveau gouvernement de préciser comment il comptait financer cette mesure. L'annonce a en revanche laissé de marbre les marchés financiers, pourtant inquiets lundi, après les propos d'Andy Burnham qui s'était dit favorable à une certaine « flexibilité budgétaire », ce qui avait pesé sur la monnaie britannique. Ce mardi, les investisseurs semblent au

contraire avoir été rassurés par la nomination au poste de chancelier de l'Échiquier de John Healey, l'ancien ministre de la Défense qui avait claqué la porte en juin dernier, et qui s'est empressé d'affirmer son attachement au « contrôle des dépenses budgétaires », « socle (selon ses mots) de la stabilité et de la sécurité nationale ».

Agence

INDE

Le gouvernement prévoit de substituer 189 Mds USD d'importations par la production domestique

Le gouvernement central a préparé, avec les États, une stratégie conjointe visant à substituer 189 Mds USD d'importations grâce à la production domestique ciblée de 1 272 produits, dans des secteurs tels que la chimie, l'électronique, la machinerie et l'acier spécialisé. Chacun de ces produits représente des importations annuelles supérieures à 50 M USD et n'est actuellement pas fabriqué en Inde, ou en quantités insuffisantes. Selon l'évaluation du gouvernement, seuls 26 % de la facture d'importation de l'Inde (776 Mds USD en FY26, un record) sont substituables par la production locale — le reste étant composé de produits non substituables, comme le pétrole brut et l'or (46 %), ou de produits où l'Inde reste compétitive à l'importation pour des raisons de coût ou de qualité (28 %). Cet agenda de substitution aux importations gagne en urgence dans le contexte géopolitique actuel : la roupie s'est dépréciée pour un quatrième jour consécutif face au dollar (96,33) en raison des tensions en Asie de l'Ouest, et les réserves de change indiennes ont chuté de plus de 7 % depuis leur record de 728,49 Mds USD, avant le début du conflit américano-iranien le 28 février. Le Centre a demandé aux États de créer des clusters manufacturiers sectoriels, de mettre en place des guichets uniques pour accélérer les autorisations, et propose un soutien fiscal (exonérations de droits de timbre, incitations à l'investissement). Des experts avertissent toutefois que le succès dépendra de la construction de capacités manufacturières profondes plutôt que du simple déplacement de l'assemblage final vers l'Inde, faute de quoi la dépendance à la Chine restera difficile à réduire. R I.

CORÉE DU SUD

Bond de 52% des exportations sur les 20 premiers jours de juillet

Les exportations de la Corée du Sud ont bondi de 52,3% par rapport à l'année dernière au cours des 20 premiers jours de ce mois-ci, alors que les expéditions à l'étranger de semi-conducteurs ont presque triplé sur fond de boom continu de l'intelligence artificielle (IA), ont montré ce mardi des données du Service des douanes coréennes (KCS). Les exportations ont atteint 54,9 milliards de dollars pour la période allant du 1er au 20 juillet, contre 36 milliards de dollars à la fin de la même période de l'année dernière, selon les données. Les importations ont augmenté de 20% en glissement annuel à 42,7 milliards de dollars au cours de la période citée, entraînant un excédent commercial de 12,2 milliards de dollars. Par secteur, les exportations de semi-conducteurs ont continué à mener la tendance globale, en flambant de 180% à 22,1 milliards de dollars. Les expéditions à l'étranger de produits pétroliers ont bondi de 33,4% à 3,41 milliards de dollars, tandis que les exportations de véhicules ont diminué de 10,6% à 3,24 milliards de dollars. Les exportations de produits sidérurgiques et de navires ont crû de 11,1% et 70,8%, respectivement, à 2,64 milliards et 2,44 milliards de dollars. Par pays, les exportations vers la Chine ont presque doublé à 13,3 milliards de dollars et celles vers les États-Unis ont bondi de 39,6% à 8,96 milliards de dollars. Le cumul des exportations depuis le début de 2026 est de 551,2 milliards de dollars, en hausse de 48,7% par rapport à la même période de l'année dernière.

Agence

Chacun son tour ! La Chine réfléchit à des contrôles à l'export de ses modèles IA et de ses semi-conducteurs

La Chine cherche à se mettre elle aussi au contrôle de ses outils high-tech. Des contrôles qui s'appliqueraient dans les secteurs de l'IA et des puces.

Cela fait maintenant de nombreuses années que Pékin se plaint des contrôles très stricts imposés par Washington sur l'exportation de technologies de pointe en direction de la Chine. Jusqu'à récemment, l'empire du Milieu n'avait lui pris des mesures contraignantes que du côté des métaux rares. Mais en montant en puissance, le géant asiatique réfléchit lui aussi à contrôler plus fermement l'accès à ses meilleures technologies.

La Chine voudrait protéger ses meilleures IA tout en gardant l'accès ouvert

Chine = les États-Unis ? C'est ce que l'on pense de plus en plus du côté de la tech, avec les performances exceptionnelles des derniers modèles IA comme Kimi K3. Et c'est un parallèle que l'on pourrait aussi de plus en plus faire avec les dernières réflexions menées du côté de la seconde puissance économique mondiale. En effet, selon le Financial Times, le ministère du Commerce chinois a mené des consultations avec les acteurs locaux majeurs de l'IA (notamment Alibaba, ByteDance ou Zhipu). Pékin souhaiterait limiter la possibilité de télécharger à l'étranger les données d'entraînement essentielles et les paramètres de ses modèles IA, tout en gardant ouvert l'accès à ces mêmes modèles et à leurs services.



Le secteur des semi-conducteurs aussi concerné

Pékin cherche aussi à empêcher la possibilité que des acteurs étrangers puissent mettre la main sur ses start-ups les plus prometteuses. Sur ce point, on se souvient du rachat par Meta de l'agent autonome d'intelligence artificielle Manus AI, finalement bloqué par la Chine. À noter que les restrictions à venir ne s'appliqueraient pas qu'au secteur de l'intelligence artificielle. La Chine pense

aussi bloquer la possibilité que des fabricants de puces comme TSMC puissent produire des puces conçues par les géants locaux tels que Huawei, ByteDance ou Alibaba.

Pour le moment, on rappelle qu'il s'agit encore de discussions pour la grande majorité des mesures évoquées. Les géants de la tech sollicités par les officiels chinois ont par ailleurs fait remarquer que des mesures de contrôles pourraient ralentir le développement chinois dans l'intelligence artificielle.

Google Pixel 11a : une partie de la fiche technique en fuite

Le prochain smartphone Google Pixel 11a commence à se dévoiler. Et il devrait être particulièrement puissant. Le 12 août prochain, Google tiendra un événement de présentation durant lequel on pourra découvrir la nouvelle gamme de Pixel 11. Mais le géant américain ne se contentera pas de ces téléphones pour la gamme Pixel 11, puisqu'un successeur du Pixel 10a est aussi au programme, avec une présentation qui aura lieu plus tard. Mais on peut dès aujourd'hui se faire une très bonne idée de ce qu'aura dans le ventre ce modèle !

Un Pixel 11a équipé du tout meilleur SoC Tensor

Si le prochain Pixel 11 va faire parler de lui, ce

sera sûrement à cause de son SoC, le Tensor G6, qui sera produit à partir du procédé en 2 nm de TSMC. Il sera le premier à bénéficier de cette technologie, avant même les iPhone 18 Pro et leur puce A20, qui ne seront officialisés qu'à la rentrée prochaine.

Et selon une fuite, dont GSMArena se fait l'écho, cette puissante puce devrait aussi se retrouver dans le futur Pixel 11a. Une avancée notable, puisque le Pixel 10a embarquait le Tensor G4, quand le Pixel 10 avait lui droit à la génération suivante Tensor G5.

Pas d'amélioration en vue pour la batterie

La même fuite nous donne par ailleurs un certain nombre d'autres spécifications techniques de ce

modèle, avec la fiche technique suivante :

Écran OLED de 6,3 pouces avec un taux de rafraîchissement de 120 Hz ;
- SoC Tensor G6 ;
- Modem MediaTek M90 ;
- RAM de 8 Go ;
- Batterie de 4 870 mAh.

Le leaker indique que pour cette dernière, il s'agit ici d'une « capacité minimale de la batterie ». La batterie pourrait ainsi être un peu plus performante, soit 5 000 mAh, voire 5 100 mAh. Mais même si l'on atteignait ce jalon, il faut noter qu'il n'y aurait aucune amélioration niveau autonomie, puisque le Pixel 10a a lui déjà droit à une batterie de 5 100 mAh.

Xiaomi pense que la pénurie de RAM devrait prochainement se calmer



La pénurie de RAM a fait très mal aux prix des smartphones. Pourtant, du côté de Xiaomi,

on pense que cette situation pourrait bien prochainement se calmer. À la fin de l'année dernière, Xiaomi

avait été un des premiers constructeurs à prévenir publiquement que la pénurie de RAM allait affecter les prix des smartphones. Il faut dire que la marque, qui s'appuie beaucoup sur des modèles entrée et milieu de gamme, est structurellement plus sensible à la hausse des prix des composants qu'un Apple. Et pourtant, cette crise ne devrait pas faire mal à Xiaomi aussi longtemps qu'on le croyait.

Xiaomi revoit à la hausse ses perspectives de vente en 2026

Les temps sont durs pour Xiaomi. La marque chinoise a ainsi affiché

lors du premier trimestre 2026 des ventes à hauteur de 33,8 millions d'unités, soit un recul de 19,2% par rapport à la même période l'an dernier.

Une situation tendue qui ne devrait pas durer semble-t-il. En effet, des sources industrielles chinoises, dont le leaker Ice Universe se fait l'écho dans un message posté sur X, indiquent que Xiaomi a revu à la hausse ses perspectives de ventes pour cette année.

Le groupe les a ainsi fait passer de 90 à 110 millions d'unités, soit une hausse de 16%.

Google préparerait une puce IA optimisée pour ses modèles Gemini

Baptisée « Frozen v2 », la future puce IA de Google serait conçue pour améliorer le fonctionnement des modèles Gemini tout en réduisant leur consommation d'énergie. La course aux accélérateurs IA maison franchit une nouvelle étape. Après OpenAI et son projet de puce interne Jalapeño dévoilé en juin dernier, Google travaillerait à son tour sur une génération de processeur spécialement conçu pour ses modèles Gemini. Baptisée « Frozen v2 », cette puce aurait pour objectif d'exécuter les modèles d'IA générative du groupe de manière plus efficace, selon des informations rapportées par The Information.

Le développement de cette puce s'inscrit dans la continuité de la stratégie matérielle menée depuis plusieurs années par Google avec ses Tensor Processing Units (TPU). Ces accélérateurs, proposés notamment via Google Cloud, sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques des charges de travail en IA. Les dernières générations de TPU sont notamment optimisées pour l'entraînement et l'inférence des modèles. Avec Frozen v2, l'entreprise souhaiterait aller plus loin en développant une architecture encore plus spécialisée. Selon The Information, certains composants directement liés au fonctionnement des modèles Gemini pourraient être intégrés au niveau du silicium. L'objectif est d'améliorer les performances d'inférence, c'est-à-dire la phase où un modèle génère des réponses aux utilisateurs tout en réduisant les coûts énergétiques associés au déploiement massif des services IA. D'après les informations disponibles, cette puce pourrait offrir une efficacité six à dix fois supérieure aux accélérateurs IA actuels de Google, en mesurant le nombre de tokens générés par unité d'énergie consommée.

Une stratégie partagée par les géants du numérique

Avec Frozen v2, Google poursuit une tendance déjà engagée dans l'industrie : concevoir en interne les composants clés nécessaires au déploiement massif de l'IA. Google n'est pas le seul acteur engagé dans cette stratégie. Amazon développe déjà ses propres puces IA avec les familles Trainium et Inferentia pour ses services AWS, tandis que Microsoft travaille également sur des accélérateurs propriétaires destinés à ses charges de travail en IA.

Le projet serait toutefois encore à un stade préliminaire. Selon les informations rapportées, son arrivée ne serait pas attendue avant 2028. Google n'a pas officiellement confirmé l'existence de cette puce, même si le groupe n'aurait pas démenti les informations publiées par la presse spécialisée.

Dans quel pays Ford vend-il un coffre-fort en accessoire dans ses voitures ?

Acheter une voiture neuve s'accompagne souvent d'une longue liste d'options : tapis de sol, attelage, barres de toit ou protections de coffre. Aux États-Unis, Ford en propose une beaucoup plus surprenante sur plusieurs de ses modèles : un coffre-fort verrouillable intégré à la console centrale. Officiellement destiné à protéger des objets de valeur, cet accessoire en dit pourtant long sur les spécificités du marché américain.

Au moment de configurer une Ford Expedition, un F-150, un Bronco, un Ranger ou encore un Mustang Mach-E aux États-Unis, il est possible d'ajouter un "In-Vehicle Safe" à la liste des accessoires officiels. Conçu par le spécialiste américain Console Vault, ce coffre-fort prend place à l'intérieur de la console centrale et se verrouille grâce à un code mécanique à quatre chiffres. D'ailleurs, sur son site, Ford présente cet équipement de manière très sobre. Il s'agit simplement d'un moyen de conserver ses effets personnels en sécurité dans le véhicule. Le constructeur évoque des objets de valeur, sans aller plus loin. Au premier abord, l'accessoire ressemble donc à un rangement sécurisé parmi d'autres, au même titre qu'un organisateur de coffre ou qu'un filet à bagages.

Un fabricant beaucoup moins discret

Pourtant, en consultant le site de Console Vault, qui fournit précisément cet accessoire à la firme à l'Ovale bleu, le discours change sensiblement. L'entreprise, partenaire officiel de Ford, explique que ses coffres sont conçus pour protéger aussi bien les objets de valeur que... les armes à feu. Les illustrations, tout comme certains avis d'utilisateurs sur des forums comme Reddit, ne laissent d'ailleurs guère de doute sur ce qui semble être l'un des usages les plus courants de ce coffre. Cette différence de communication n'a rien d'anodin. Ford ne mentionne jamais les armes à feu dans la présentation de son accessoire, tandis que son partenaire assume clairement ce positionnement. Les deux entreprises commercialisent pourtant le même produit. Le coffre lui-même reste relativement discret. Fabriqué en acier, il se verrouille méca-



niquement et s'intègre sous le couvercle de la console centrale sans modifier l'apparence de l'habitacle. Une fois fermé, rien ne permet de distinguer sa présence.

Un accessoire qui raconte une autre réalité

Vu depuis la France, l'idée de trouver un tel équipement au catalogue officiel d'un constructeur automobile peut surprendre. Aux États-Unis, elle s'inscrit pourtant dans un contexte bien différent. La possession d'armes à feu y est très répandue, et y est même inscrite dans le deuxième amendement qui protège le droit individuel de posséder une arme à feu. Dans un pays où cela fait partie du quotidien, certains propriétaires cherchent donc une solution pour les laisser temporairement dans leur véhicule lorsqu'ils se rendent dans un lieu où elles ne sont pas autorisées. Un coffre verrouillé permet également de limiter le risque de vol ou d'empêcher qu'une arme ne tombe entre les mains d'un enfant. Avec une pointe d'ironie, le média américain Jalopnik souligne aussi que devoir composer un code à quatre chiffres pourrait laisser quelques secondes à un automobiliste victime d'un accès de "road rage" pour retrouver son calme. Il n'empêche que l'existence même de cet accessoire montre qu'il y a une demande pour ce type d'équipement sur le marché américain. Plus qu'un simple gadget insolite, ce coffre-fort illustre ainsi la manière dont un constructeur adapte son catalogue à son marché local. Difficile d'imaginer une telle option apparaître un jour sur le configurateur français de Ford. Mais outre-Atlantique, elle fait simplement partie des accessoires proposés aux clients, au même titre qu'un porte-vélos ou un bac de coffre.

Aston Martin Vanquish 25 : un quart de siècle de prestige en V12

Aston Martin célèbre les 25 ans de la Vanquish avec une série anniversaire particulièrement exclusive. Conçue par Q by Aston Martin, la Vanquish 25 sera limitée à seulement 50 exemplaires - 25 Coupés, 25 Volantes - dans le monde. C'est au Salon de Genève 2001 qu'Aston Martin dévoilait la première Vanquish. Vingt-cinq ans et trois générations plus tard, le constructeur britannique rend hommage à son emblématique sportive à moteur V12 avant avec cette Vanquish 25. Il ne s'agit pas d'un nouveau modèle, mais d'une version très exclusive de l'actuel porte-drapeau de la gamme.

Un hommage aux trois générations

Pour développer cette Vanquish 25, Aston Martin s'est inspiré des détails

et de la configuration de lancement du modèle original de 2001. Ces références historiques sont combinées à des matériaux modernes et à de nouvelles techniques de finition artisanale. La production mondiale sera limitée à 50 voitures, réparties entre 25 Coupé et 25 Volante. Les clients pourront également choisir entre une configuration strictement biplace ou un habitacle 2+2. Le tarif n'a pas encore été communiqué.

Une finition exclusive signée Q

La carrosserie reçoit une teinte spécifique Q Skye Silver, des détails métalliques sur les bas de caisse et les éléments latéraux, ainsi que des badges Vanquish 25 exclusifs. Les jantes forgées de 21 pouces se distinguent par un discret motif en



forme de V. À bord, on retrouve des perforations spécifiques, des logos Vanquish 25 brodés sur les dossiers et des inserts décoratifs gravés au laser. Le bouton de démarrage rouge apporte une touche de contraste. Trois teintes intérieures sont proposées : Onyx Black, Oxford Tan et Phantom Grey. La Vanquish 25 conserve la base technique de la troisième génération lancée en 2024. Son V12 biturbo de 5,2 litres développe 835 ch et 1.000 Nm. Aston Martin annonce un 0 à 100 km/h en 3,3 secondes et une vitesse maximale d'environ 345 km/h. La série spéciale sera présentée au public lors de la Monterey Car Week, organisée en Californie du 10 au 16 août 2026. Les premières livraisons sont prévues au quatrième trimestre 2026.

Mots fléchés

DANS L'OCÉAN INDIEN GAILLARD		SECON- DAIRE CASANIERS		CLAN EXCLAMA- TION		INSCRIRE		ACQUÉ- REUR VERBALE		3,14 VOÛTE		TÉLÉPHONE PORTABLE ABER- RATION	
						SALTIM- BANQUES PRÉNOM MASCULIN							
INTER- PRÊTER DIVIN MARQUIS											CLUB DE FOOT CONJONC- TION		
				VILLE DU 05 FIT TRÉBU- CHER									DÉTRUITES
MIMIQUE SOIGNA										FATIGUA VIN ESPAGNOL			
					ÊTRES PARFAITS PEINTRE VIENNOIS						DANS ATELIER MÉCANIQUE		
RÉSERVE VENDEURS D'HUÎTRES						FORCES		EMPIRE MOQUERIE					
									BARBA PLAÇA				
BRONZE INERTIE							REPÈRE CÔTIER SUR- VEILLANT					SORTE D'AUTRU- CHE	
				HAUTAIN DÉLICATES									
DIFFORME	OMISE		SÉVÈRE PAS FUTÉ							ENJOUÉ PRÉCISE			
					ÉTAT DE L'INDE RÉCEPTEUR RADIO				PETIT SEIN MYSTÈRE				
EXÉCUTÉE		REMPOR- TASSE POSSÈDENT									VIEILLE CITROËN RÉPONDU		
							TRAIN SUR ROUES FERME LA PORTE						MOUVE- MENT DE FOULE
LONGUEUR CHINOISE ASCEN- DANTE			ENQUÊTEUR AMÉR- INDIEN										
						CONIFÈRE		ÉLÉMENT DE POULIE ROULÉ				ARTICLE	
RATIFIÉE ANIMAUX										PASSAGE À PIED			
					ÉTOFFE DE LAINE								

PÉTROLE
Le Brent au-dessus de 95 dollars

Les cours du pétrole montaient fortement mercredi, le baril de Brent repassant au-dessus des 95 dollars pour la première fois depuis près de six semaines, soutenus par les tensions géopolitiques internationales. Après être monté jusqu'à 95,47 dollars, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, gagnait 4,18% vers 10H10 GMT, à 94,81 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediaire, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 4,30% à 87,97 dollars.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco



Jeudi 23 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PRÉSIDENTE

Tebboune examine l'état d'avancement des projets structurants

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi, une réunion de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement des grands projets structurants, indique un communiqué de la Présidence de la République. Il s'agit du projet de phosphate intégré Bled El Hadba-Oued Kebrît- Annaba, de la ligne minière Est, du projet d'extension du port d'Annaba, du complexe de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet à Toudia dans la wilaya de Béchar, en sus du projet de la mine de zinc-plomb d'Oued Amizour dans la wilaya de Béjaïa. Cette réunion s'est déroulée en présence du Premier ministre, du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, ainsi que des ministres et des responsables des secteurs concernés.

ANP

Reddition d'un terroriste à Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, alors que 4 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans différentes opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire, durant la période allant du 15 au 21 juillet en cours, à travers le territoire national, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP). "Dans la dynamique des efforts sou-

tenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP, ont exécuté, durant la période allant du 15 au 21 juillet 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterro-

riste et "grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé O. A., alias Ahmed, s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire, en sa possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, alors que des détachements de l'ANP ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national".

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Le changement climatique est une réalité. Par certains aspects, les conditions de vie humaine et matérielle ont subi de profonds changements induits par les dérèglements climatiques. La hausse des températures et l'augmentation souvent exponentielle des précipitations laissent souvent des dégâts chez les personnes et de manière générale dans la vie économique et sociale de tous les jours. Le coût de la canicule est difficile à évaluer soit en termes d'investissements à installer soit de charges additionnelles à supporter. Les coûts indirects ou non financiers sont encore plus élevés, si l'on considère les pertes humaines, les dégradations des écosystèmes naturels, comme les forêts, les rivières et la faune et la flore en général. Avec toutes ses conséquences, on continue à considérer ces coûts et ces impacts négatifs comme des coûts exceptionnels, imprévisibles, de force majeure et donc, un traitement des effets de la canicule par des opérations d'urgences, financées par les budgets ordinaires, souvent introuvables dans le marécage administratif au moment opportun. Désormais, les canicules, devenues récurrentes, doivent être traitées comme des phénomènes ordinaires et non conjoncturels ou exceptionnels, et donc soumis à l'analyse normative et à la préparation des conditions économiques, financières et sociales pour avoir le moins possibles d'effets négatifs. On compte les morts. On compte les incendies. On compte les hectares de blé grillés ou les hectares de forêts et d'arbres fruitiers carbonisés. Mais on oublie trop souvent de compter la facture. La canicule n'est plus un épisode météo exceptionnel qu'on subit 3 jours par an. Elle est devenue une variable économique à part entière. Une ligne dans le budget de l'État, des entreprises, et de chaque ménage. Depuis quelques années, avec des vagues de chaleur plus précoces, plus longues et plus intenses, la chaleur a un coût. Et il est massif.

Pour une économie de la canicule : quand la chaleur fait saigner les comptes et suer les hommes

Certains météorologues continuent à défendre l'idée que les températures actuelles n'ont rien d'exceptionnel, elles sont conformes aux moyennes des années précédentes. Mais ils oublient de dire que la fréquence a changé ; le nombre de jours dans l'année à haute température a considérablement augmenté.

La facture immédiate : des milliards qui s'évaporent ou partent en fumée

Le premier poste de dépense, c'est la santé. Quand le thermomètre dépasse 38°C pendant plusieurs jours, les urgences se remplissent. Déshydratation, malaises, aggravation des maladies cardio-respiratoires. Le plan canicule se déclenche : surveillance des personnes âgées isolées, ouverture de salles rafraîchies, renforts hospitaliers. Aujourd'hui encore, chaque pic de chaleur coûte des sommes faramineuses aux budgets des États, des collectivités et des ménages pour soutenir le système de soins et porter assistance aux personnes en détresse, sans oublier la lutte contre l'incendie dans les forêts et de plus en plus dans les zones urbaines (incendie du complexe du groupe Chiali à Sétif le 18 juillet 2026). Le deuxième poste, c'est l'énergie. Mécaniquement, la consommation d'énergie explose. Les climatiseurs tournent à plein régime dans les bureaux, les commerces, les logements. Les data centers doivent refroidir leurs serveurs 24h/24. Résultat : des pics de demande records. Sonelgaz en Algérie, malgré sa capacité de production excédentaire, connaît des perturbations techniques ici et là par l'effet de la chaleur. Pour y répondre, beaucoup d'opérateurs électriques doivent importer de l'électricité à prix fort des pays voisins, car la production d'électricité fonctionne en flux continus sans possibilité de stockage. La facture des ménages augmente de 20 à 30% en juillet-août. Pour une entreprise, c'est un budget énergie qui flambe au pire moment.

Enfin, il y a la perte de productivité. Dans le BTP, les chantiers s'arrêtent l'après-midi. Dans l'agriculture, on ne peut plus moissonner sous 42°C (un épisode vécu ce mois de juillet dans plusieurs régions du pays). Les économistes estiment qu'au-dessus de 27°C, la productivité baisse d'environ 2 à 3% par degré supplémentaire. C'est du PIB qui fond au soleil.

Investir pour s'adapter : le coût de la prévention

Face à ces pertes, les collectivités et les entreprises n'ont plus le choix : il faut investir. On estime qu'un dinar investi dans l'adaptation urbaine aux conditions climatiques en vaut 5 en dégâts évités. Isolation, brasseurs d'air, bouches d'incendie à multiplier et surtout à entretenir et à remplir les réserves d'eau, volets extérieurs à adapter aux températures extrêmes. Pour les entreprises, cela passe aussi par l'organisation : généraliser le télétravail les jours de vigilance rouge pour éviter de climatiser des milliers de m² de bureaux vides et à diminuer les rotations des transports publics. Le secteur de l'énergie est en première ligne. Il faut renforcer les réseaux pour supporter les pics. Et gérer un paradoxe cruel : les centrales électriques doivent parfois baisser leur production en cas de canicule, soit parce qu'elles ont besoin d'eau pour leur refroidissement, selon les technologies, soit pour éviter une surchauffe, alors que nous sommes en pic de consommation.

Les risques systémiques : l'effet domino

Le plus dangereux avec la canicule, c'est qu'elle ne frappe jamais seule. Elle déclenche des effets en chaîne. D'abord sur l'eau. Il faut arbitrer : donner la priorité à l'eau potable, à l'irrigation agricole, ou au refroidissement des centrales (pour certaines centrales,) ? Ensuite sur les transports. Les rails se dilatent et se déforment. Les avions décollent moins bien à cause de la densité

de l'air. Les routes fondent. Puis sur l'alimentation et les rendements agricoles : Une sécheresse prolongée au printemps et une canicule en juillet, c'est une récolte de blé en baisse. Les mêmes effets sont à considérer pour les autres cultures, encore plus fragiles que le blé, comme le maraichage. Enfin, les personnes âgées, les malades chroniques, les travailleurs précaires sans climatisation sont les premières victimes. C'est un coût humain, mais aussi économique : une hospitalisation évitée, ce sont plusieurs millions de DA économisés par le système de santé.

L'effet pervers : la boucle de rétroaction

Le plus pervers dans "l'économie de la canicule", c'est la boucle de rétroaction. Plus il fait chaud, plus on allume la climatisation. Plus on climatise, plus on consomme d'électricité, souvent encore carbonée. Plus on émet de CO2, plus on réchauffe la planète. On soigne le symptôme tout en aggravant la maladie. C'est pourquoi l'investissement clé n'est pas seulement dans la clim. C'est dans la sobriété et la décarbonation (énergies renouvelables) : modèles de construction, matériaux utilisés, organisation urbaine, récupération de la chaleur pour les besoins de la ville, etc. Éviter le piège : nous avons du gaz à bon prix, des centrales électriques à grandes capacités et donc répondre à la demande par une offre plus grande sans traiter les autres problèmes : surconsommation, abus de climatisation, modèles de construction et de transport énergivores. L'économie de la canicule nous force à changer de logiciel. Fini le temps où la chaleur était une "externalité". Elle est une charge, un risque, un poste d'investissement. Il y a désormais trois choix possibles. Payer le coût de l'inaction, qui est le plus élevé. Payer le coût de l'adaptation, qui est élevé mais rentable. Ou payer le coût de la transition, le seul qui permet de faire une rupture graduelle.